

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2720

2 octobre 2015

### SOMMAIRE

Aberdeen Property Investors (General Partner) S.à r.l. ....	130519	Okam S.A. ....	130518
Ado Properties S.A. ....	130545	PARAGON Project Management and Consulting S.A. ....	130514
AerCap Aviation Assets Fund Management ....	130519	Paritex S.A. ....	130515
Apel Real Estate S.A. ....	130519	PNN Invest S.à r.l. ....	130518
Baltic Lloyd Shipping ....	130519	Prism Sàrl ....	130521
BBS Participation ....	130520	Prosea S.A. ....	130522
Burger King (Luxembourg) 3 S.à r.l. ....	130559	Putz Meubles Intérieur-Extérieur, s.à r.l. ....	130516
Business Training Luxembourg S.A. ....	130520	Queensgate Investment Mayfair S.à r.l. ....	130560
Canaria Taxis S.à r.l. ....	130514	Queensgate Investments I Topco 2 S.à r.l. ....	130517
City Car Holdings S.A. ....	130518	REIP P-second S.à r.l. ....	130517
Danico S.à r.l. ....	130514	RFR Hotel Group (Europe) S.à r.l. ....	130516
DRE Acquisitions S.à r.l. ....	130521	Roma Playa Co S.à r.l. ....	130536
Étalux Immobilière ....	130516	Samerya S.à r.l. ....	130560
Étalux Immobilière ....	130521	Sandton Financing III (Luxembourg) S.à r.l. ....	130522
EuroSITQ Finances ....	130515	Senta Investment II S.à r.l. ....	130515
Even Germany Drei S.à r.l. ....	130521	Shrewsbury Investments S.à r.l. ....	130516
Even Germany Eins S.à r.l. ....	130521	Smithers Hannover S.à r.l. ....	130527
Eyquem Fund ....	130515	Tinar Holding S.à r.l. ....	130514
Eyquem Fund S.C.A. Sicav-FIS ....	130515	T Management ....	130517
Fresco Ventures S.à r.l. ....	130514	Truss Lux Participation S.à r.l. ....	130560
Ileos Holdco S.C.A. ....	130515	W2007 Parallel Bear S.à r.l. ....	130520
Imdlux S.A. ....	130520	Whitehall Street International Real Estate 2008 ....	130518
OCM Luxembourg Serviced Apartments Holdings S.à r.l. ....	130517	Yellowwoods Treasury 2 S.à r.l. ....	130524

**PARAGON Project Management and Consulting S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.  
R.C.S. Luxembourg B 100.162.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015139166/9.  
(150150579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

---

**Canaria Taxis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5713 Aspelt, 22, Op Waasserkiirten.  
R.C.S. Luxembourg B 103.276.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 13.08.2015. Signature.  
Référence de publication: 2015138776/10.  
(150150731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

---

**Danico S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7378 Bofferdange, 1C, rue Theodore Pescatore.  
R.C.S. Luxembourg B 144.394.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Signature.  
Référence de publication: 2015138804/10.  
(150150929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

---

**Fresco Ventures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.  
R.C.S. Luxembourg B 193.259.

Les comptes annuels pour la période du 2 décembre 2014 (date de constitution) au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 10 août 2015.  
Référence de publication: 2015138894/11.  
(150150569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

---

**Tinar Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 127.320.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 13 août 2015.  
Manacor (Luxembourg) S.A.  
Signatures  
*Gérant*  
Référence de publication: 2015141169/14.  
(150153451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

---

**Paritex S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 109.359.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015139168/9.  
(150150902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

---

**EuroSITQ Finances, Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 85.190.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 11 août 2015.  
Référence de publication: 2015138844/10.  
(150150718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

---

**Eyquem Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé,  
(anc. Eyquem Fund S.C.A. Sicav-FIS).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 155.480.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Echternach, le 12 août 2015.  
Référence de publication: 2015138846/10.  
(150150868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

---

**Senta Investment II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3739 Rumelange, 38, rue des Martyrs.  
R.C.S. Luxembourg B 118.249.

Le Bilan au 31 Décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 17 août 2015.  
*Pour Senta Investment II S.à r.l.*  
Fiduciary Tucci & Partners SA  
Référence de publication: 2015140437/12.  
(150152405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**Ileos Holdco S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 165.320.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 30 janvier 2015*  
L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:  
- D'accepter la démission de M. Szymon Dec et Mme. Figen Eren en tant que membres du conseil de surveillance de la Société avec effet du 31 janvier 2015.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Ileos Holdco SCA  
Référence de publication: 2015140209/13.  
(150152662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**Putz Meubles Intérieur-Extérieur, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4621 Differdange, 15, place du Marché.  
R.C.S. Luxembourg B 50.088.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015140396/9.  
(150152415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Étalux Immobilière, Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 52, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 31.710.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015138862/10.  
(150151345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

**Shrewsbury Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 986.334,20.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 149.445.

Les comptes annuels de la société au 28 février 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société  
Un mandataire*

Référence de publication: 2015140441/12.  
(150152403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**RFR Hotel Group (Europe) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 196.567.

- Selon le contrat de transfert de parts sociales en date du 27 mai 2015, l'associé unique de la Société a transféré ses parts sociales comme suit:

\* Transfert de 7,500 parts sociales au nouvel associé RFR Lux Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B125601

\* Transfert de 5,000 parts sociales au nouvel associé LVS Hotels & Resorts (Europe) S.A., Société anonyme ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg, Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B196406.

Le capital social de la Société est réparti comme suit:

- RFR Lux Holdings S.à r.l. détient 7,500 parts sociales;
- LVS Hotels and Resorts (Europe) S.A. détient 5,000 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Manacor (Luxembourg) S.A.  
Signatures  
Gérant

Référence de publication: 2015140422/23.  
(150152676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**OCM Luxembourg Serviced Apartments Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 173.382.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2015.

Référence de publication: 2015140349/10.

(150152685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**T Management, Société Anonyme Unipersonnelle.**

Siège social: L-9905 Troisvierges, 8, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 137.180.

*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 12 Février 2015:*

L'assemblée a décidé de l'immobilisation des actions au porteur, auprès du dépositaire agréé suivant:

A&T S.A. , siège social 8 Grand Rue à L9905 TROISVIERGES (membre OEC).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015140484/11.

(150152315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**REIP P-second S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 139.338.

*Extrait des résolutions prises par les associés en date du 12 août 2015*

Les associés acceptent la démission de Monsieur Bálint Szeker, administrateur de sociétés, résidant professionnellement à 21/27 Meiselstrasse; A-1150 Vienne; Autriche, de son mandat de gérant unique de la Société avec effet immédiat.

A cette même date, les associés décident de nommer Monsieur Laurent Kind, administrateur de sociétés, résidant professionnellement à 121, Avenue de la Faïencerie; L-1511 Luxembourg en tant que nouveau gérant unique de la Société pour une période illimitée avec effet immédiat.

Pour extrait

La Société

Référence de publication: 2015140419/16.

(150152478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**Queensgate Investments I Topco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 179.156.

*Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 14 août 2015*

Il résulte des décisions prises par le conseil de gérance en date du 14 août 2015 que:

le siège social de la Société a été transféré du 20, rue de la Poste, L- 2346 Luxembourg au 24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2015.

Langham Hall Luxembourg Sàrl

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015140404/17.

(150152914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**Whitehall Street International Real Estate 2008, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 136.889.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015139877/9.

(150151865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2015.

---

**Okam S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6735 Grevenmacher, 2A, rue Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 68.456.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue à Grevenmacher le 13 juin 2015*

Les mandats des administrateurs-délégués Madame HEIN Betty, Monsieur Mike HEIN et Monsieur Carlo HEIN ne sont pas renouvelés.

Référence de publication: 2015140352/10.

(150152624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**PNN Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 185.355.

EXTRAIT

Nicolaas Johannes Alexander van Zeeland,

Demeurant professionnellement au 64 rue Principale, L-5367 Schuttrange, Luxembourg, née le 16 octobre 1970 à 's-Gravenhage, Pays-Bas

Démissionne avec effet le 17 août 2015, par la présente, du mandat de Gérant de la société à responsabilité limitée:

PNN Invest S.à r.l.

ayant son siège social au 64 rue Principale, L-5367 Schuttrange, Luxembourg, enregistré au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B185 355.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015140391/17.

(150152502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**City Car Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 148.808.

*Extrait des délibérations de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 30 juillet 2015 à Luxembourg ville*

1. L'Assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Stéphane BIVER.

L'Assemblée décide de nommer en remplacement Monsieur Jean-Pierre HIGUET, né le 23 novembre 1960 à Couvin (Belgique), résidant professionnellement au 128, boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg, jusqu'à l'Assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'année 2020.

2. DATA GRAPHIC S.A., société anonyme, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 42 166, informe que son adresse a été transférée au 8 rue Heinrich Heine L-1720 Luxembourg en date du 9 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015140023/18.

(150152475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**AerCap Aviation Assets Fund Management, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.  
R.C.S. Luxembourg B 176.227.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015139914/9.

(150152393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Apel Real Estate S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 185.012.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015139951/9.

(150152163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Baltic Lloyd Shipping, Société Anonyme.**

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.  
R.C.S. Luxembourg B 139.677.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2015140000/10.

(150152664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Aberdeen Property Investors (General Partner) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 130.335.

EXTRAIT

Contrairement à ce qui a été publié au Registre de Commerce en date du 31 juillet 2015 sous la référence L150141396, la date des résolutions de l'associé unique décidant de la nomination d'un nouveau gérant, est bien le 29 juillet 2015 et non le 30 juillet 2015 comme publié initialement.

Par conséquent, l'avis de publication doit-être lu comme suit:

Par résolutions prises en date du 29 juillet 2015, l'associé unique de Aberdeen Property Investors (General Partners) .:

- décide de nommer, pour une durée indéterminée, comme gérants de la société avec effet au 29 juillet 2015:

\* Mme Sarah Barely, avec adresse professionnelle au 2B, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg et

- prend note de la démission de Mme Soraya Hashimzai comme gérante de la société avec effet au 29 juillet 2015.

Le conseil de Gérance se compose dès lors comme suit:

- Mme Martha Alexaki

- Mme Sarah Barely

- Mr Tero Rantanen

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 12 août 2015.

*Pour Aberdeen Property Investors (General Partners) S.à r.l.*

Aberdeen Property Investors Luxembourg S.A.

*Agent domiciliataire*

Référence de publication: 2015139911/26.

(150152086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.



**W2007 Parallel Bear S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 131.044.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015139888/9.

(150151846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2015.

---

**BBS Participation, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 182.767.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Susanne MUNTINGA - VAN DEN HOUTEN.

Référence de publication: 2015140001/10.

(150152194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**Business Training Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8308 Capellen, 89C, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 173.081.

Les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2015139996/11.

(150152187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**Imdlux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 24, avenue François Clément.

R.C.S. Luxembourg B 135.752.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au Siège Social en date du 6 mars 2015*

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes sont reconduits pour une période de six années jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2020.

M. Serge GRATET est également confirmé en tant qu'administrateur-délégué pour la même période.

*Administrateurs:*

- M. Serge GRATET, né à Metz, (France), le 14 juin 1963, demeurant à L - 5612 Mondorf-les-Bains, 13, Avenue François Clément

- Mme Nadine DALLA VECCHIA - GRATET née Metz, (France), le 6 octobre 1963, demeurant à F - 57950 Montigny les Metz, 10, Rue aux Saussaies des Dames,

- M. Xavier BORDAS, né à Metz, (France), le 2 avril 1982 demeurant à F-57070 Metz, 8, rue de la Fontenotte

*Commissaire aux comptes,*

- Denis BOUR, né à Metz (France) le 19 août 1961, demeurant professionnellement à L - 2732 Luxembourg, 2, rue Wilson

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

IMDLUX S.A.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015140222/24.

(150152090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---



**Prism Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3217 Bettembourg, 10, rue du Château.  
R.C.S. Luxembourg B 151.301.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015139183/9.  
(150150672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

---

**Etalux Immobilière, Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 52, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 31.710.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015138864/10.

(150151347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

---

**Even Germany Drei S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1460 Luxembourg, 48, rue d'Eich.  
R.C.S. Luxembourg B 139.098.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015138871/10.

(150150959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

---

**Even Germany Eins S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 18.968.125,00.**

Siège social: L-1460 Luxembourg, 48, rue d'Eich.  
R.C.S. Luxembourg B 127.201.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015138872/10.

(150150961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

---

**DRE Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 187.077.

Les comptes annuels de la Société pour la période du 12 mai 2014 au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2015.

Duncan Smith

*Mandataire*

Référence de publication: 2015140094/13.

(150152855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**Prosea S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 170.046.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015139186/9.

(150151388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

**Sandton Financing III (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 33, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 184.178.

In the year two thousand and fifteen, on the first day of July.

Before the undersigned Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Sandton Holdings III (Luxembourg) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 51, Route de Thionville, L-2611 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Commerce and Companies Register under number B184.128, with a share capital of five hundred forty-seven thousand nine hundred Euro (EUR 547,900.-),

hereby represented by Cécile Rechstein, Lawyer, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 25 May 2015, which, initialled ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities,

being the sole shareholder (the «Sole Shareholder») of Sandton Financing III (Luxembourg) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office 33, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by a notarial deed of Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg, on 17 January 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on 3 April 2014 number 858, modified for the last time by a notarial deed of the said notary on 2 December 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on 22 January 2015 number 176, with a share capital of two hundred seventy-five thousand Euro (EUR 275,000.-) and registered with the Luxembourg Commerce and Companies Register under number B184.178 (the «Company»),

hereby takes the following resolutions in accordance with the provisions of article 14.1 of the articles of incorporation of the Company (the «Articles»), according to which «if there is only one Shareholder, the Sole Shareholder has all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing», and article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended from time to time:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to increase the issued share capital of the Company by an amount of two hundred seventy-two thousand nine hundred Euros (EUR 272,900.-), in order to raise it from its current amount of two hundred seventy-five thousand Euros (EUR 275,000.-) to five hundred forty-seven thousand nine hundred Euros (EUR 547,900.-) by the issue of two thousand seven hundred and twenty-nine (2,729) new shares (the «New Shares»), each of these New Shares having a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) and being issued on the same terms and conditions as the existing shares of the Company, to be fully paid-up and subscribed as follows:

*Subscription and Payment*

(A) The Sole Shareholder subscribes for the New Shares.

(B) The New Shares are paid-up by a contribution in kind consisting in part of a debt held by the Sole Shareholder against the Company, amounting to two hundred seventy-two thousand nine hundred Euros (EUR 272,900.-) (the «Contribution»).

(C) The Contribution will be entirely allocated to the share capital of the Company.

(D) Evidence of the value of the Contribution has been given to the notary by a valuation report which shows that the managers of the Company have confirmed that the value of the Contribution is at least equal to the nominal value of the New Shares.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article 5.1 of the Articles to reflect the decisions taken under the preceding resolution, so as to be read as follows:

«The share capital is fixed at five hundred forty-seven thousand nine hundred Euros (EUR 547,900.-) represented by five thousand four hundred and seventy-nine (5,479) shares having a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) each (the «Shares»).»

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately one thousand five hundred fifty Euro (EUR 1,550.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, she signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction en français du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le premier juillet,

Par-devant le notaire soussigné, Maître Roger ARRENSDORFF, résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A Comparu:

Sandton Holdings III (Luxembourg) S.à r.l, une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 51, Route de Thionville, L-2611 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B184.128, ayant un capital social de cinq cent quarante-sept mille neuf cents Euros (EUR 547.900.-),

ici représentée par Cécile Rechstein, Avocate à la Cour, avec adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 25 juin 2015, qui, après avoir été signée ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci,

étant l'associé unique (l'«Associé Unique») de Sandton Financing III (Luxembourg) S.à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 33, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, du Grand Duché de Luxembourg, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg par un acte notarié de Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, du 17 janvier 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 3 avril 2014 numéro 858, modifiée pour la dernière fois suivant acte dudit notaire le 2 décembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 22 janvier 2015 numéro 176, ayant un capital social de deux cent soixante-quinze mille Euros (275.000,- EUR) et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B184.178 (la «Société»),

prend ici les résolutions suivantes en conformité avec les disposition de l'article 14.1 des statuts de la Société (les «Statuts»), aux termes duquel «s'il n'y a qu'un seul Associé, cet Associé Unique exerce tous les pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et prend les décisions par écrit», et en conformité avec l'article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée de temps à autre:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux cent soixante douze mille neuf cent Euros (EUR 272.900.-), afin d'élever son montant actuel de deux cent soixante quinze mille Euros (275.000,- EUR) à cinq cent quarante-sept mille neuf cent Euros (EUR 547.900.-) par l'émission de deux mille sept cent vingt neuf (2.729) nouvelles parts sociales (les «Nouvelles Parts Sociales»), chacune de ces Nouvelles Parts Sociales ayant une valeur nominale de cent Euros (100,- EUR) et ayant été émise aux mêmes termes et conditions que ceux des parts sociales existantes de la Société, devant être entièrement libérées et souscrites comme suit:

#### *Souscription et Libération*

(A) L'Associé Unique souscrit aux Nouvelles Parts Sociales.

(B) Les Nouvelles Parts Sociales sont libérées par un apport en nature correspondant à une partie de la créance détenue par l'Associé Unique à l'encontre de la Société, d'un montant de deux cent soixante douze mille neuf cent Euros (EUR 272.900,-) (l'«Apport»).

(D) La preuve de la valeur de l'Apport a été donnée au notaire dans un rapport d'évaluation par lequel les gérants de la Société ont confirmé que la valeur de l'Apport est au moins égale à la valeur nominale des Nouvelles Parts Sociales.

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts afin de refléter les décisions prises en vertu de la résolution précédente, qui aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à cinq cent quarante-sept mille neuf cent Euros (EUR 547.900,-) représenté par cinq mille quatre cent soixante dix-neuf (5.479) parts sociales, d'une valeur nominale de cent Euros chacune (100,-EUR) (les «Parts Sociales»).»

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué sans nul préjudice à mille cinq cent cinquante Euros (1.550,- EUR).

DONT ACTE, passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: RECHSTEIN, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 3 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/20760. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Paul MOLLING.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 13 août 2015.

Référence de publication: 2015139786/119.

(150151492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2015.

---

**Yellowwoods Treasury 2 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 39, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 196.813.

In the year two thousand and fifteen, on the third day of July.

Before us Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Yellowwoods Treasury 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of GBP 10,000, having its registered office at 39, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 196770 (the "Shareholder"),

hereby represented by Maître Nirida Nhouyvanisvong, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of Yellowwoods Treasury 2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of GBP 10,002, having its registered office at 39 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated April 16<sup>th</sup> 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 196813.

The articles of association were last amended pursuant to a deed of the undersigned notary of May 26<sup>th</sup> 2015, not yet published.

The Shareholder, represented as mentioned above, having confirmed being duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

*Agenda*

1. To increase the Company's share capital by an amount of one Pound Sterling (GBP 1.-) so as to raise it from its present amount of ten thousand and two Pounds Sterling (GBP 10,002.-) to ten thousand and three Pounds Sterling (GBP 10,003.-).

2. To issue one (1) mandatory redeemable preferred share (the "Mandatory Redeemable Preferred Share") with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1.-) having such rights and privileges as set out in the articles of incorporation of the Company.

3. To accept subscription for this new share and to accept payment in full for such new share by way of a contribution in cash.

4. To amend paragraph 1 of article 5 of the articles of incorporation, in order to reflect the above resolutions.

5. Miscellaneous.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

*First resolution*

The Shareholder resolved to increase the Company's share capital by an amount of one Pound Sterling (GBP 1.-) so as to raise it from its present amount of ten thousand and two Pounds Sterling (GBP 10,002.-) to ten thousand and three Pounds Sterling (GBP 10,003.-).

*Second resolution*

The Shareholder resolved to issue one (1) new Mandatory Redeemable Preferred Share with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1.-) having such rights and privileges as set out in the articles of association of the Company.

*Subscription - Payment*

Thereupon has appeared Maître Nirida Nhouyvanisvong, prenamed, acting in her capacity as duly authorized attorney in fact of the Shareholder, by virtue of the said proxy given under private seal (the "Subscriber"). The said proxy shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of the Subscriber for the number of shares mentioned hereafter and to make payment in full for each such new share thus subscribed by contribution in cash (the "Contribution"), for the amount mentioned hereafter:

Subscribers	Number of Mandatory Redeemable Preferred Shares	Nominal	Share premium	Amount paid in
Yellowwoods Treasury 1 S.à r.l. ....	1	GBP 1.-	GBP 7,999,999.-	GBP 8,000,000.-
Total: .....	1	GBP 1.-	GBP 7,999,999.-	GBP 8,000,000.-

The Contribution thus represents a contribution in an aggregate amount of eight million Pounds Sterling (GBP 8,000,000.-), consisting of an aggregate nominal amount of one Pound Sterling (GBP 1.-) and an aggregate share premium amount of seven million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine Pounds Sterling (GBP 7,999,999.-).

Proof of such payment has been given to the undersigned notary and the amount of eight million Pounds Sterling (GBP 8,000,000.-) is now at the disposal of the Company.

Thereupon, the Shareholder resolves (i) to accept the said subscription and payment by the Subscriber, (ii) to allot the new Mandatory Redeemable Preferred Share to the Subscriber as stated above, and (iii) to acknowledge the effectiveness of the capital increase.

*Third resolution*

As a result of the above resolutions, the Shareholder resolved to amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation, which will from now on read as follows:

" **Art. 5. Issued capital.** The issued capital of the Company is set at ten thousand and three Pounds Sterling (GBP 10,003.-) represented by two (2) classes of shares as follows: ten thousand (10,000) ordinary shares (hereinafter referred to as the "Ordinary Shares") and three (3) mandatory redeemable preferred shares (hereinafter referred to as the "Mandatory Redeemable Preferred Share(s)") which, together with the Ordinary Shares, shall be referred to as the "Shares" and the holders of Shares shall be referred to as "Shareholders", with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each, all of which are fully paid up."

*Expenses*

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase are estimated at four thousand nine hundred euro (EUR 4,900.-).

For the purpose of the registration taxes, the appearing party declares that the amount of eight million Pounds Sterling (GBP 8,000,000.-) is valued at eleven million two hundred ninety-seven thousand one hundred eighty-five euro and forty cents (EUR 11,297,185.40).

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing person, who is known by the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, notary, this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le trois juillet.

Par devant nous Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Yellowwoods Treasury 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, régie par les lois du Luxembourg, avec un capital social de GBP 10.000,-, ayant son siège social au 39 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 196770 (l'«Associé»),

ici représentée aux fins des présentes par Maître Nirida Nhouyvanisvong, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

L'Associé a requis le notaire soussigné d'acter qu'il est associé unique de Yellowwoods Treasury 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, régie par les lois du Luxembourg, dont le capital social est fixé à GBP 10.002, ayant son siège social au 39 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société»), constituée suivant acte du notaire soussigné, résidant à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en date du 16 avril 2015, non encore publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 196813. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire soussigné en date du 26 mai 2015, non encore publié.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-dessus, ayant confirmé avoir été dûment et complètement informé des résolutions à adopter sur la base de l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

1 Augmentation du capital social de la Société d'un montant d'une livre sterling (GBP 1) pour le porter de son montant actuel de dix mille deux livres sterling (GBP 10.002,-) à dix mille trois livres sterling (GBP 10.003,-).

2 Émission d'une (1) nouvelle part sociale de préférence obligatoirement rachetable (la «Part Sociale de Préférence Obligatoirement Rachetable») d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) bénéficiant des droits et privilèges tels que prévus dans les statuts de la Société.

3 Acceptation de la souscription de cette part sociale nouvelle et acceptation de la libération intégrale de cette part sociale nouvelle par un apport en numéraire.

4 Modification du paragraphe 1 de l'article 5 des statuts, afin de refléter les résolutions ci-dessus.

5 Divers.

a prié le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant d'une livre sterling (GBP 1,-) pour le porter de son montant actuel de dix mille deux livres sterling (GBP 10.002,-) à dix mille trois livres sterling (GBP 10.003,-).

#### *Deuxième résolution*

L'Associé a décidé d'émettre une nouvelle Part Sociale de Préférence Obligatoirement Rachetable d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) bénéficiant des droits et privilèges tels que prévus dans les statuts de la Société.

#### *Souscription - Paiement*

Maître Nirida Nhouyvanisvong, précité, a ensuite comparu, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de l'Associé, en vertu d'une procuration sous-seing privée (le «Souscripteur»). Ladite procuration restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Le comparant a déclaré souscrire au nom et pour le compte du Souscripteur le nombre de parts sociales mentionné ci-après et libérer intégralement ces parts sociales nouvelles par un apport en numéraire (l'«Apport»), pour le montant mentionné ci-après:

Souscripteurs	Nombre de Parts Sociales de Préférence Obligatoirement Rachetables	Nominal	Prime d'émission	Montant libéré
Yellowwoods Treasury 1 S.à r.l. ....	1	GBP 1,-	GBP 7.999.999,-	GBP 8.000.000,-
Total: .....	1	GBP 1,-	GBP 7.999.999,-	GBP 8.000.000,-

L'Apport représente ainsi un apport d'un montant total de huit millions livres sterling (GBP 8.000.000,-), consistant en un montant total nominal d'une livre sterling (GBP 1,-) et un montant total de prime d'émission d'un montant de sept millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf livres sterling (GBP 7.999.999,-).

La preuve de ce paiement a été rapportée au notaire instrumentant et le montant de huit millions livres sterling (GBP 8.000.000,-) est désormais à la disposition de la Société.

L'Associé a alors décidé (i) d'accepter ladite souscription et le paiement par le Souscripteur, (ii) d'attribuer la nouvelle Part Sociale de Préférence Obligatoirement Rachetable au Souscripteur comme indiqué ci-avant, et (iii) de constater la réalisation de l'augmentation de capital.



*Troisième résolution*

En conséquence des résolutions ci-dessus, l'Associé a décidé de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts qui sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital émis de la Société est fixé à dix mille trois livres Sterling (GBP 10.003,-), représenté par deux (2) catégories de parts sociales comme suit: dix mille (10.000) parts sociales ordinaires (ci-après dénommées les "Parts Sociales Ordinaires") et trois (3) parts sociales de préférence obligatoirement rachetables (ci-après la(les) "Part(s) Sociale(s) de Préférence Obligatoirement Rachetable(s)" lesquelles, ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires, sont dénommées «Parts Sociales» et les titulaires de Parts Sociales sont dénommés «Associés»), d'une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune, toutes intégralement libérées.»

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société en raison de cette augmentation de capital sont estimés à quatre mille neuf cents euros (EUR 4.900,-).

Pour les besoins de l'enregistrement, le comparant déclare que le montant de huit millions livres sterling (GBP 8.000.000,-) est évalué à la somme de onze millions deux cent quatre-vingt dix-sept mille cent quatre-vingt-cinq euros et quarante cents (EUR 11.297.185,40).

Le notaire soussigné qui connaît l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: NHOUYVANISVONG, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/21583. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signe):* Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015139890/173.

(150151697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2015.

**Smithers Hannover S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 199.333.

—  
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the eleventh day of August.

Before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

EO III Master Holding S.à r.l., a a Société à responsabilité limitée existing under Luxembourg laws, having its registered office at 6, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under section B number 189340,

here represented by Tessy BODEVING, private employee, residing professionally in Diekirch, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

**Chapter I. - Form - Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Form, Corporate Name.** Hereby is formed under the name of "Smithers Hannover S.à r.l." (hereinafter referred to as the Company), a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter the Law), as well as by the present articles of association (hereinafter the Articles).



**Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Senningerberg.

The manager, or in case of plurality of managers the board of managers, is authorised to change the address of the Company inside the municipality of the statutory registered office.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its unitholders deliberating in the manner provided for in relation to amendments to these Articles.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company.

The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the manager, or in case of plurality of managers the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 3. Corporate Object.** The Company's object is to acquire and hold interests, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

The Company may also enter into the following transactions:

- to acquire, develop, promote, manage, lease and/or sell real estate directly or indirectly, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as perform directly or indirectly all operations relating to real estate matters including but not limited to acting as a trustee in relation to real estate properties;

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility;

- to advance, lend or deposit money or give credit to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even where not substantial, or any company being a direct or indirect unitholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the Connected Companies and each as a Connected Company);

- for the purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same "group" as the Company if such other company directly or indirectly owns, is in control of, is controlled by, or is under common control with, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise; and

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any of the Connected Companies and to render any assistance to the Connected Companies, within the limits of Luxembourg law;

it being understood that the Company will not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a banking activity.

The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its object in all areas described above, however without taking advantage of the Law of July 31, 1929, on holding companies as amended from time to time.

**Art. 4. Duration.** The Company is incorporated for an unlimited period.

## Chapter II. - Capital, Units

**Art. 5. Corporate Capital.** The subscribed unit capital is fixed at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by one hundred and twenty-five (125) units of one hundred euros (EUR 100.-) each.

The authorized capital of the Company is fixed at fifty million euros (EUR 50,000,000.-) to be divided into five hundred thousand (500,000) units with a par value of one hundred euros (EUR 100.-) each.

**Art. 6. Capital Amendment.** The subscribed and authorised capital of the Company may be changed at any time by a decision of the single unitholder (where there is only one unitholder) or by a decision of the unitholders' meeting, in accordance with article 17 of these Articles.

The manager, or in case of plurality of managers the board of managers, may increase the subscribed capital in one or several steps within the limits of the authorized capital during a period of five (5) years after the date of publication of these Articles in the Memorial C. Such increase may be subscribed for and issued in the form of units with or without premium, as the manager, or in case of plurality of managers the board of managers, shall determine. The manager, or in case of plurality of managers the board of managers, is specifically authorized to proceed to such issues without reserving for the then existing unitholders a preferential right to subscribe to the units to be issued. The manager, or in case of plurality of

managers, the board of managers may delegate to any duly authorized manager or officer of the Company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for units representing part or all of such increased amounts of capital.

**Art. 7. Distribution Right of Units.** Each unit entitles the holder thereof to a fraction of the Company's assets and profits of the Company in direct proportion to the number of units in existence.

**Art. 8. Units Indivisibility.** Towards the Company, the Company's units are indivisible, since only one owner is admitted per unit. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 9. Transfer of Units.** In case of a single unitholder, the Company's units held by the single unitholder are freely transferable.

In the case of plurality of unitholders, the units held by each unitholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Each unitholder agrees that it will not pledge or grant a security interest in any of units without the prior consent of the majority of the unitholders owning at least three-quarters of the Company's unit capital.

### Chapter III. - Management

**Art. 10. Management.** The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be unitholders. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of unitholders holding a majority of votes.

The majority of the managers will be non-resident in the United Kingdom (the "UK") for UK tax purposes and shall not be based full time in the UK (hereinafter referred to as "Non- resident in the UK"). The majority of the managers will be non- resident in the United States (the "US") for US tax purposes and shall not be based full time in the US (hereinafter referred to as "Non-resident in the US"). For the avoidance of doubt, managers who are resident or based full time in the UK may together with managers who are resident or based full time in the US constitute the majority of the board of managers in accordance with these Articles.

The board of managers may choose from among its Non- resident in the UK members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a manager but must be Non-resident in the UK, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the unitholders. The board of managers shall meet upon call by the chairman, or any one manager, at the place indicated in, the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of unitholders and the board of managers, but in his absence the unitholders or the board of managers may appoint another manager, and in respect of unitholders' meetings any other person, as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers the day before such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram, telex or telefax of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telegram, telefax, e-mail transmission or any other similar means of communication equipment another manager, as his proxy.

Any manager who is not physically present at the location of a meeting of the board of managers, and who is not present in the UK, may participate in such a meeting by conference call or similar means of communication equipment, whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if (i) at least two managers are physically present, (ii) at least a majority of the managers is present or represented, (iii) at least the majority of the managers present or represented are Non- resident in the UK and (iv) at least the majority of the managers present or represented are Non-Resident in the US at any meeting of the board of managers. For the avoidance of doubt, managers who are resident or based full time in the UK may together with managers who are resident or based full time in the US represent the majority of the board of managers in accordance with these Articles. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at any meeting.

Meetings of the board of managers must be held at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting. In the event that the board of managers determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, meetings of the board of managers may be held temporarily abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. However, the meeting of the board of managers shall never be held in the UK.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two managers.

Notwithstanding the foregoing, resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the board of managers' meetings; each manager shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. No such resolution will, however, be effective if signed by a manager present in the UK or in the US or any other jurisdiction which may be specified from time to time by a resolution of the board of managers."

**Art. 11. Powers of the Manager.** In dealing with third parties, the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of unitholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers. The manager, or in case of plurality of managers the board of managers, may, in particular and without limitation, enter into investment adviser agreements and administration agreements.

In case of plurality of managers, the board of managers may appoint from among its members one or several general managers who shall be in charge of the daily management of the Company and who shall have the powers to bind the Company by their individual signature.

**Art. 12. Representation of the Company.** The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers or by the individual signature of any person to whom such signatory authority has been delegated by the board of managers.

**Art. 13. Sub-Delegation and Agent of the Manager.** The manager, or in case of plurality of managers any manager, may sub-delegate his powers for specific tasks to one or more managers provided that in no event shall such powers be delegated to a person who is a resident in the UK or in the US or is based full time in the US or UK.

The manager, or in case of plurality of managers any members of the board of managers, will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

**Art. 14. Remuneration of the Manager.** The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

**Art. 15. Liabilities of the Manager.** The manager, or in case of plurality of managers, the members of the board of managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

#### Chapter IV. - General meeting of unit holders

**Art. 16. Powers of the Sole Unitholder / General Meeting of Unitholders.** The single unitholder assumes all powers conferred to the general unitholders' meeting.

In case of a plurality of unitholders, each unitholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of units, which he owns. Each unitholder has voting rights commensurate with his unitholding.

A unitholder may act at any general meeting of unitholders by appointing (or, if the unitholder is a legal entity, its legal representative(s)) in writing or by telefax, cable, telegram, telex, email as his proxy another person who need not be a unitholder himself.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by unitholders owning more than half of the unit capital. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the unitholders owning at least three-quarters of the Company's unit capital, subject to the provisions of the Law.

**Art. 17. General Meetings.** The manager, or in case of plurality of managers the board of managers, may convene other general meetings of the unitholders.

Such meetings must be convened if unitholders representing more than fifty per cent of the Company's capital so require.

Other meetings of unitholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. However, other meetings of the unitholders shall never be held in the UK.

#### Chapter V. Business year - Balance sheet

**Art. 18. Financial Year.** The Company's financial year starts on the 1 January and ends on the 31 December of each year.

At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

As far as required by Luxembourg laws and regulations, the operations of the Company and its financial situation as well as its books shall be supervised by one or more independent auditor(s) qualifying as “réviseur(s) d’entreprises agréé(s)”.

Each unitholder shall have the right to inspect the books and records of the Company, the above inventory and balance sheet at the Company’s registered office.

**Art. 19. Allocation and Distribution of the Profits.** From the net profit of the Company, as determined in accordance with applicable laws and regulations, an amount equal to five per cent (5%) is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company’s unit capital.

The balance of the net profit may be distributed to the unitholder(s) in proportion to his/their unitholding in the Company.

To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by applicable laws and regulations and by these Articles, the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers shall propose the distribution of any distributable reserves and any profit carried forward.

The decision to distribute dividends and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the general meeting of the unitholders. However, the manager, or, in case of plurality of managers, the board of managers may, to the extent permitted by applicable law, decide to pay interim dividends.

#### Chapter VI. - Dissolution - Liquidation

**Art. 20. Causes of Dissolution.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single unitholder or of one of the unitholders.

**Art. 21. Liquidation.** At the time of winding up of the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, unitholders or not, appointed by the unitholders who shall determine their powers and remuneration.

A sole unitholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation assuming personally the payment of all its assets and liabilities, known or unknown of the Company.

#### Chapter VII. - Applicable law

**Art. 22.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

##### *Transitory provisions*

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31 December 2016.

##### *Subscription - Payment*

All the one hundred and twenty-five (125) units representing the entire capital of the Company have been entirely subscribed as follows:

Subscriber	Number of Units
EO III Master Holding S.à r.l. . . . . .	125 Units
Total: . . . . .	125 Units

All the one hundred and twenty-five (125) units are fully paid up in cash, therefore the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

##### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at approximately one thousand one hundred euros (EUR 1,100.-)

##### *General meeting*

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entirety of the subscribed capital of the Company and exercising the powers devolved to the general meeting of unitholders, passed the following resolutions:

(1) Are appointed as managers for an undetermined period:

- Mr Jean-Christophe Ehlinger, professionally residing at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr Mark Doherty, professionally residing at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr Jonathan Griffin, professionally residing at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr Steven Greenspan, professionally residing at 270 Park Avenue, 10167 New York, United States of America; and

- Mr Richard Crombie, professionally residing at 60 Victoria Embankment, London EC4Y 0JP, United Kingdom.

(2) The Company shall have its registered office at 6, route de Treves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Diekirch, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le onzième jour du mois d'août.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

EO III Master Holding S.à r.l., société constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social à 6, route de Treves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg., immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B sous le numéro B189340,

ici représentée par Tessy BODEVING, employée privée, demeurant professionnellement à Diekirch, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise en même temps avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée tel qu'indiquée ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer comme suit.

#### **Chapitre I<sup>er</sup> . - Nom - Durée - Objet - Siège social**

**Art. 1<sup>er</sup>. Nom et Durée.** Il existe une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous le nom de «Smithers Hannover S.à r.l.l.» (ci-après la Société) qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et plus particulièrement par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) ainsi que par les présents statuts (ci-après les Statuts).

**Art. 2. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi à Senningerberg.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants le conseil de gérance, est autorisé à transférer le siège de la Société à l'intérieur de la ville du siège statutaire.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants le conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 3. Objet.** La Société a pour objet l'acquisition et la détention de tous intérêts, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie notamment de souscription ou d'acquisition de titres et de droit au moyen de participation, d'apport, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

La Société pourra également, être engagée dans les opérations suivantes:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, même non substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient associés, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après les Sociétés Apparentées et chacune une Société Apparentée);

- pour cet article, une société sera considérée comme appartenant au même «groupe» que la Société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec, la Société, que ce soit comme détenteur ultime, trustee ou gardien ou autre fiduciaire. Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la



société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées et d'apporter toute assistance aux Sociétés Apparentées, dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

il est entendu que la Société n'effectuera aucune opération qui pourrait l'amener à être engagées dans des activités pouvant être considérées comme une activité bancaire.

La Société peut réaliser toutes opérations juridiques, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs précédemment décrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participation financières telle que modifiée.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

## Chapitre II. - Capital, Parts

**Art. 5. Capital social.** Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), représentés par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune.

Le capital autorisé de la Société est fixé à cinquante millions d'euros (EUR 50.000.000.-) divisé en cinq cent mille (500.000) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune.

**Art. 6. Modification du Capital.** Le capital souscrit et le capital autorisé de la Société peuvent être modifiés à tout moment par une décision de l'associé unique (quand il y a un seul associé) ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 17 des présents Statuts.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants le conseil de gérance, peut augmenter le capital souscrit en une ou plusieurs fois dans les limites du capital autorisé pendant une période se terminant cinq (5) ans après la date de publication des présents Statuts dans le Mémorial C. Une telle augmentation peut être souscrite et émise sous la forme de parts sociales avec ou sans prime d'émission, tel que cela sera déterminé par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants le conseil de gérance. Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants le conseil de gérance, est expressément autorisé à procéder à ces émissions sans réserver aux associés existant le droit de souscription préférentiel de souscrire aux parts sociales à émettre. Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants le conseil de gérance, peut déléguer à tout gérant ou fondé de pouvoir de la Société, ou à toute autre personne dûment autorisée, le droit d'accepter les souscriptions et de recevoir le paiement des parts sociales représentant tout ou partie des montants de ces augmentations de capital.

**Art. 7. Droit de Distribution des Parts.** Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfiques de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

**Art. 8. Indivisibilité des Parts.** Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

**Art. 9. Transfert des Parts.** Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Chaque associé s'engage à ne pas mettre en gage ou conférer des garanties sur les parts qu'il détient sans le consentement préalable de la majorité des associés détenant au moins trois quarts du capital social de la Société.

## Chapitre III. - Gérance

**Art. 10. Gérance.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'est (ne sont) pas obligatoirement associé(s). Le(s) gérant(s) peut (peuvent) être révoqué (s) à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

La majorité des gérants seront des non-résidents du Royaume-Uni (le «RU») pour des raisons fiscales applicables au RU et ne seront pas établis de manière permanente au RU (ci-après renseignés comme les «Non-résidents au RU»). La majorité des gérants seront des non-résidents des Etats-Unis (les «US») pour des raisons fiscales applicables aux US et ne seront pas établis de manière permanente aux US (ci-après renseignés comme les «Non-résidents aux US»). Pour écarter toute confusion possible, des gérants résidents ou établis de manière permanente au RU peuvent constituer avec des gérants résidents ou établis de manière permanente aux US la majorité du conseil de gérance conformément aux présents Statuts.

Le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres Non-résidents au RU un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un gérant mais doit être un Non-résident au RU et qui devra dresser les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance ainsi que des assemblées des associés. Le conseil de gérance se réunira sur la convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président du conseil de gérance présidera les assemblées générales des associés et les réunions du conseil de gérance, mais en son absence les associés ou le conseil de gérance désigneront, par un vote pris à la majorité présente lors de cette réunion, un autre gérant, et pour les assemblées générales des associés toute autre personne, pour assumer la présidence en lieu et place du président.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera mentionnée dans l'avis de convocation. On pourra passer outre à cette convocation moyennant l'assentiment de chaque gérant donné par écrit ou par câble, télégramme ou télex. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter au conseil de gérance en désignant par écrit ou par télégramme, télex, e-mail ou tout autre moyen similaire de communication un autre gérant, qui sera un Non-résident au RU, comme son mandataire.

Tout gérant qui n'est pas physiquement présent à l'endroit de la réunion du conseil de gérance et qui n'est pas présent au RU peut participer à cette réunion par conférence téléphonique ou tout autre moyen similaire de communication où tous les participants à la réunion sont en mesure de s'entendre les uns les autres. La participation à une réunion de la manière décrite ci-avant équivaudra à une présence physique à cette réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si (i) au moins deux gérants sont physiquement présents, (ii) au moins une majorité des gérants est présente ou représentée, (iii) au moins la majorité des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance sont des Non-résidents au RU et (iv) au moins la majorité des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance sont des Non-résidents aux US, étant entendu que, pour écarter toute confusion possible, des gérants résidents ou établis de manière permanente au RU peuvent représenter avec des gérants résidents ou établis de manière permanente aux US la majorité du conseil de gérance conformément aux présents Statuts. Les décisions sont prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés à toute réunion.

Les réunions du conseil de gérance doivent être tenues au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg tel qu'indiqué dans la convocation de la réunion. Au cas où le conseil de gérance déterminerait que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, les réunions du conseil de gérance pourront être temporairement tenues à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Cependant, les réunions du conseil de gérance ne pourront jamais être tenues au RU.

Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou le gérant qui aura assumé la présidence en son absence.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par le secrétaire ou par deux gérants.

Nonobstant les dispositions précédentes, des résolutions approuvées par écrit et signées par tous les gérants auront le même effet que des résolutions votées à une réunion du conseil de gérance; chaque gérant approuvera cette résolution par écrit, par télégramme, télex ou tout autre moyen de communications similaires. Aucune résolution ne sera cependant effective si elle signée par un gérant établi au RU et au US ou dans toute autre juridiction déterminée de temps à autre par une décision du conseil de gérance.

**Art. 11. Pouvoirs du Gérant.** Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants du conseil de gérance. Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants le conseil de gérance, peut, en particulier et sans limitation, conclure des contrats de conseil en investissement et des contrats d'administration.

En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut élire parmi ses membres un ou plusieurs gérants délégués qui auront à leur charge la gestion journalière de la Société ainsi que le pouvoir d'engager individuellement la Société par leur seule signature.».

**Art. 12. Représentation de la Société.** La Société est valablement engagée par la signature du gérant et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux des membres du conseil de gérance ou par la signature individuelle de toute autre personne à qui des pouvoirs de signature auront été spécialement délégués par le conseil de gérance.

**Art. 13. Sous - délégation et Agent du Gérant.** Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants un membre du conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs gérants, à condition que ces pouvoirs ne soient jamais délégués à une personne qui est résidente au RU ou aux US ou qui est établie de façon permanente aux US ou au RU.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants un membre du conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

**Art. 14. Rémunération du Gérant.** Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.



**Art. 15. Responsabilités du Gérant.** Le gérant ou en cas de pluralité de gérants les membres du conseil de gérance ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

#### Chapitre IV. - Assemblée générale des associés

**Art. 16. Pouvoirs de l'Associé Unique / Assemblée Générale des Associés.** L'associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui.

Un associé (ou si l'associé est une entité juridique, ses représentants légaux) est autorisé à se faire représenter à toute assemblée des associés par un mandataire qui ne doit pas nécessairement être associé lui-même, pour autant que ce mandataire soit nommé par une procuration écrite, par télécopie, câble, télégramme, télex ou par e-mail.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

**Art. 17. Assemblées Générales.** Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants le conseil de gérance, pourra convoquer d'autres assemblées générales.

De telles assemblées doivent être convoquées si des associés représentant plus de cinquante pour cent du capital de la Société le demande.

Les autres assemblées générales des associés pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation. Cependant, les autres assemblées générales ne pourront jamais être tenues au RU.

#### Chapitre V. - Exercice social - Comptes annuels

**Art. 18. Exercice Social.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou en cas de pluralité de gérants le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Dans la mesure requise par les lois et règlements luxembourgeois, les opérations de la Société et sa situation financière ainsi que ses livres de compte sont contrôlés par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréés.

Tout associé aura le droit de prendre connaissance des livres de la Société, desdits inventaires et bilan au siège social de la Société.

**Art. 19. Réserve Légale et Distribution du Bénéfice.** Sur le bénéfice net de la Société, tel qu'il est déterminé par application des lois et réglementations applicables, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, jusqu'à celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société, tant dans le respect des lois et réglementations applicables que des Statuts, le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra proposer que les réserves disponibles et les profits reportés soient distribués.

La décision de distribuer des dividendes et d'en déterminer le montant sera prise par l'assemblée générale des associés. Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra, cependant, et ce dans le cadre autorisé par la loi applicable, décider de verser des acomptes sur dividendes.

#### Chapitre VI. - Dissolution - Liquidation

**Art. 20. Causes de Dissolution.** La Société ne sera pas dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité ou de faillite de son associé unique ou de l'un des associés.

**Art. 21. Liquidation.** Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

#### Chapitre VII. - Loi applicable

**Art. 22.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique dans les Statuts, il est fait référence à la Loi.

##### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2016.

### *Souscription - Libération*

Les cent vingt-cinq (125) parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société ont toutes été souscrites comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales
EO III Master Holding S.à r.l. . . . .	125 parts sociales
Total: . . . . .	125 parts sociales

Toutes les cent vingt-cinq parts sociales ont été intégralement libérées, de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

### *Assemblée générale*

Immédiatement après la constitution de la Société, les comparants précités, représentant la totalité du capital social de la Société et exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés, ont pris les résolutions suivantes:

(1) Sont nommés gérants pour une période indéterminée:

- Mr Jean-Christophe Ehlinger, de résidence professionnelle à 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg;
  - Mr Mark Doherty, de résidence professionnelle à 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg;
  - Mr Jonathan Griffin, de résidence professionnelle à 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg;
  - Mr Steven Greenspan, de résidence professionnelle à 270 Park Avenue, 10167 New York, Etats-Unis d'Amérique;
- and

- Mr Richard Crombie, de résidence professionnelle à 60 Victoria Embankment, London EC4Y 0JP, Royaume-Uni;

(2) Le siège social de la Société est établi au 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi à la requête de la partie comparante.

Dont acte, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: T. BODEVING, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 12 août 2015. Relation: DAC/2015/13531. Reçu soixante-quinze 75.- euros.

*Le Receveur* (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015139797/500.

(150151660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2015.

### **Roma Playa Co S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 18.060,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 199.280.

### — STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the third day of August.

Before Us Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appears:

Mr. José Maria Rossell Recasens, born in September 26, 1945 in Torroella de Mongri, Spain, with address at Carretera Faro Sabinal s/n Roquetas de Mar (Almeria), Spain (the Sole Shareholder).

here represented by Mr Mustafa NEZAR, lawyer, having his professional address at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg (the Attorney-in-fact), by virtue of one (1) proxy established under private seal on July 30, 2015.

The said proxy, signed ne varietur by the Attorney-in-Fact and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, through its Attorney-in-Fact, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder of Roma Playa Co. N.V., a limited liability company established and existing under the laws of Curaçao, having its registered office at Pietermaai 15, Willemstad, Curaçao and registered with the Commercial Register of the Curaçao Chamber of Commerce and Industry under number 54126 (the Company).

II. The following documents were submitted:

- (a) A certified copy of the articles of association of the Company;
- (b) An excerpt of the Company issued by the Curaçao Commercial Register;
- (c) A copy of the resolutions of the sole managing director of the Company dated June 9, 2015 (the Curaçao Sole Managing Director Resolutions), resolving to recommend to the shareholders to (i) migrate the registered office of the Company and the central administration of the Company from Curaçao to Luxembourg, (ii) deregister the Company from the Curaçao Commercial Register, and (iii) change the articles of the association of the Company;
- (d) A copy of the minutes of the sole shareholder's meeting held on July 28, 2015 (the Curaçao Sole Shareholder Resolutions), whereby he resolved to (i) migrate the registered office of the Company and the central administration of the Company from Curaçao to Luxembourg, (ii) deregister the Company from the Curaçao Commercial Register, (iii) change the registered office of the Company from Pietermaai 15, Willemstad, Curaçao to 560A, Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, (iv) acknowledge the resignation of the managing director of the Company and the appointment of new directors and (v) approve the change of the articles of association of the Company;
- (e) A certified copy of the shareholders' register of the Company; and
- (f) A copy of the balance sheet of the Company dated July 30, 2015, pursuant to which the net assets of the Company are valued at six million five hundred fifty-three thousand eight hundred eighty-three United States Dollars (USD 6.553.883,-) corresponding at least to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,-) (the Accounts);
- (g) A copy of the legal opinion (the Legal Opinion) issued by VanEps Kunneman Van Doorne, confirming the continuation of the legal personality of the Company after the migration from Curaçao to the Grand-Duchy of Luxembourg.

III. The issued share capital of the Company is set at six thousand United States Dollars (USD 6.000,-) represented by six thousand (6.000) shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1,-) each.

The Sole Shareholder passed the following resolutions:

#### *First resolution*

The Sole Shareholder resolves to, confirm, as per the Curaçao Sole Managing Director Resolutions and the Curaçao Sole Shareholder Resolutions, the transfer of, and hereby transfer (i) the registered office of the Company and (ii) the place of effective management, the seat of central administration and the seat of central management and control of the Company from Pietermaai 15, Willemstad, Curaçao to 560A, Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, the effect of which will not create a new legal entity or prejudice or affect the continuation of the legal personality of the Company which shall remain one and the same body corporate and, as a result, shall continue as if it had been incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg.

The Sole Shareholder resolves, with immediate effect, to change the registered office of the Company at 560A, Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

#### *Second resolution*

The Sole Shareholder resolves that, as per the Curaçao Sole Managing Director Resolutions and the Curaçao Sole Shareholder Resolutions, with immediate effect, the Company shall continue in the Grand-Duchy of Luxembourg under the form of a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Roma Playa Co. S.à r.l."

#### *Third resolution*

The Sole Shareholder confirms the description and consistency of the assets and liabilities of the Company as resulting from the Accounts.

The Sole Shareholder confirms that the net assets of the Company are valued at six million five hundred fifty-three thousand eight hundred eighty-three United States Dollars (USD 6.553.883,-), corresponding at least to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,-).

#### *Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of fourteen thousand United States Dollar (USD 14.000,-) in order to raise it from its present amount of six thousand United States Dollars (USD 6.000,-) to twenty thousand United States Dollars (USD 20.000,-) by the creation and issuance of fourteen thousand (14.000) new shares, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1,-) each, vested with the same rights and obligations as the existing shares (the New Shares).

### *Subscription - Payment*

The Sole Shareholder resolves to subscribe for all the New Shares, and to fully pay them up at their nominal value of one United States Dollar (USD 1,-) each, for an aggregate amount of fourteen thousand United States Dollar (USD 14.000,-), by contribution in kind in the amount of fourteen thousand United States Dollar (USD 14.000,00) consisting in the incorporation of a portion in the same amount of the reserves of the Company which are set at of five million six hundred fifty-two thousand seven hundred eighty-five United States Dollars (USD 5.652.785,-) as evidence in the Accounts.

### *Fifth resolution*

The Sole Shareholder resolves to convert the Company's functional currency from United States Dollar to Euro based on the exchange rate of USD 1,00 for EUR 0,903.

### *Sixth resolution*

Pursuant to the above conversion, the Sole Shareholder resolves to convert the share capital of the Company from twenty thousand United States Dollars (USD 20.000,-) to eighteen thousand sixty Euro (EUR 18.060,-) represented by eighteen thousand sixty (18.060) shares, all with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each, based on the exchange rate of USD 1,00 for EUR 0,903.

### *Seventh resolution*

The Sole Shareholder resolves, with immediate effect, to restate the articles of association of the Company, and by way of consequence to exclude the bylaws of the Company, which will henceforth read as follows:

**Art. 1.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of Roma Playa Co. S.à r.l., which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (hereinafter, the Company), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter, the Law), as well as by the present articles of association (hereinafter, the Articles).

**Art. 2.** The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and intellectual property rights of whatever origin and participate in the creation, development and control of any enterprises. It may also acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of securities and intellectual property rights, have them developed and realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (such as, but not limited to, shareholders or affiliated entities).

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which promote its development.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or some of its assets.

**Art. 3.** The Company is formed for an unlimited duration.

**Art. 4.** The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the Sole Manager (as defined below) or the Managers (as defined below), respectively by a resolution taken by the general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

**Art. 5.** The subscribed share capital is set at eighteen thousand sixty Euro (EUR 18.060,-) represented by eighteen thousand sixty (18.060) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) each.

The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles.

**Art. 6.** The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with Article 14.

**Art. 7.** Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. In case of plurality of owners per share, the Company may suspend the rights attached to this share until a single owner has been designated to the Company.

**Art. 8.** In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of a plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may only be transferred in accordance with article 189 of the Law.

**Art. 9.** The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of any of the shareholders.

**Art. 10.** The Company is managed by one (hereinafter, the Sole Manager) or more managers (hereinafter, the Managers). The manager(s) need not be shareholders. The manager(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders holding more than half of the share capital.

**Art. 11.** In dealing with third parties, the Sole Manager or the Managers shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose, provided that the terms of this Article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders shall fall within the competence of the Sole Manager or the Managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of any on manager.

The Sole Manager or the Managers shall have the right to grant special proxies for determined matters to one or more proxy holders, selected from its members or not, either shareholders or not.

**Art. 12.** The Sole Manager or the Managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and shall determine the manager's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of representation and any other relevant conditions of this agency.

The Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among the managers present at the meeting.

The Managers may elect a secretary who need not be a manager or a shareholder of the Company.

The Managers shall meet as often as the Company's interest so requires. The meetings of the Managers are convened by the chairman, the secretary or by any manager at the place indicated in the convening notice. The Managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

Written notice, whether in original, by facsimile or e-mail, of any meeting of the Managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date and time set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Managers.

No such convening notice is required if all members of the Managers are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and agree on the agenda of the meeting. The notice may be waived by consent in writing, whether in original, by facsimile or e-mail, of each member of the Managers.

A manager may be represented at the Managers by another manager, and a manager may represent several managers.

The Managers may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented by proxy, and any decisions taken by the Managers shall require a simple majority of the members of the Managers.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

A written decision, approved and signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Managers, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by each of the members of the Managers.

The Sole Manager or the Managers may decide to pay interim dividends to the shareholders on the basis of a statement of accounts showing that sufficient profits are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles.

**Art. 13.** The manager(s) assume(s), by reason of her/his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by her/him/them in the name of the Company.

**Art. 14.** The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares owned. Each shareholder has voting rights commensurate with her/his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles and other specific decisions as defined by the Law may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, in accordance with the provisions of the Law.



**Art. 15.** The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of the same year.

**Art. 16.** At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the Sole Manager or the Managers prepare(s) an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 17.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve.

This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital but shall be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, the ten percent (10%) threshold is no longer met.

The balance of the net profit may be distributed to the sole shareholder or to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

**Art. 18.** At the time of winding up the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

At the time of winding up the Company, any distributions to the shareholders shall be made in accordance with the last paragraph of Article 17.

**Art. 19.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

#### *Eighth resolution*

The Sole Shareholder resolves to accept the resignation of the following person with immediate effect from its position of sole managing director of the Company and to grant it discharge for the exercise of its mandate until the date of its resignation:

- TMF (Curaçao) N.V., a limited liability company established and existing under the laws of Curaçao, having its registered office at Pietermaai 15, Willemstad, Curaçao and registered with the Curaçao Chamber of Commerce and Industry under number 72307.

#### *Ninth resolution*

The Sole Shareholder resolves to appoint the following persons, with immediate effect and for an unlimited duration, as new managers of the Company:

- Mr. José Maria Rossell Recasens, prenamed;
- Mr. Frédéric Noel, born on September 13, 1967, in Algrange, France, with professional address at 8, Quartier de l'Eglise, L-4987 Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg;
- Mr. Roland de Cillia, born on March 16, 1968, in Luxembourg, with professional address at 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

#### *Tenth resolution*

Further to the above mentioned resignation and appointments, the Sole Shareholder acknowledges that the managers of the Company will thus be as follows:

- Mr. José Maria Rossell Recasens, prenamed;
- Mr. Frédéric Noel, prenamed;
- Mr. Roland de Cillia, prenamed.

#### *Eleventh resolution*

The Sole Shareholder confirms that the Company, without limitation or exception, continues to own all of its assets and to be obliged by all of its liabilities and commitments notwithstanding the continuation of its registered office, place of effective management, seat of central administration and seat of central management and control in the Grand-Duchy of Luxembourg.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of the present sole shareholder's meeting are estimated at approximately five thousand Euro (EUR 5.000.-).

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the Attorney-in-Fact of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date first written above,

The document having been read to the Attorney-in-Fact of the person appearing, who is known to the notary by his full name, civil status and residence, she signed together with the undersigned notary, the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le troisième jour du mois d'août.

Par-devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

Monsieur José Maria Rossell Recasens, né le 26 septembre 1945 à Torroella de Mongri, Espagne, ayant son adresse au Carretera Faro Sabinal s/n Roquetas de Mar (Almeria), Espagne (l'Associé Unique).

ici représenté par Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (le Mandataire), en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé le 30 juillet 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le Mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrées avec elle.

Lequel comparant, par son Mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Le comparant est l'associé unique de Roma Playa Co. N.V., une société à responsabilité limitée établie et existante selon les lois de Curaçao, ayant son siège social à Pietermaai 15, Willemstad, Curaçao et immatriculée auprès du Registre Commercial de la Chambre du Commerce et de l'Industrie de Curaçao sous le numéro 54126 (la Société).

II. Les documents suivants ont été soumis:

(a) Une copie certifiée conforme des statuts de la Société;

(b) Un extrait de la Société émis par le Registre du Commerce de Curaçao;

(c) Une copie des résolutions du directeur général unique de la Société en date du 9 juin 2015, (les Résolutions du Directeur Général Unique de Curaçao), décidant de conseiller aux associés de (i) migrer le siège social de la Société et l'administration centrale de la Société de Curaçao à Luxembourg, (ii) radier la Société du Registre du Commerce de Curaçao et (iii) modifier les statuts de la Société;

(d) Une copie du procès-verbal de l'assemblée générale de l'associé unique de la Société en date du 28 juillet 2015 (les Résolutions de l'Associé Unique de Curaçao), en vertu de laquelle l'Associé Unique a décidé de (i) migrer le siège social de la Société et l'administration centrale de la Société de Curaçao à Luxembourg, (ii) radier la Société du Registre du Commerce de Curaçao, (iii) transférer le siège social de la société de Pietermaai 15, Curaçao au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, (iv) prendre connaissance de la démission du directeur général unique de la Société et la nomination des nouveaux gérants et (v) approuver la modification des statuts de la Société;

(e) Une copie certifiée conforme du registre des associés de la Société; et

(f) Une copie du bilan de la Société au 30 juillet 2015, selon laquelle l'actif net de la Société est évalué à six millions cinq cent cinquante-trois mille huit cent quatre-vingt-trois Dollars Américains (USD 6.553.883,-) correspondant au moins à douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-) (les Comptes).

(g) Un avis juridique (l'Avis Juridique) délivré par VanEps Kunneman Van Doorne, confirmant la continuité de la personnalité juridique de la Société après la migration de Curaçao au Grand-Duché de Luxembourg

III. Le capital social de la Société est actuellement fixé à six mille Dollars Américains (USD 6.000,-) divisé en six mille (6.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-) chacune.

L'Associé Unique a décidé ce qui suit:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide de confirmer, en conformité avec les Résolutions du Directeur Général Unique de Curaçao et les Résolutions de l'Associé Unique de Curaçao, le transfert de la Société et par la présente transfèrent (i) le siège social de la Société et (ii) le lieu de gestion quotidienne effective, le siège de l'administration centrale et le siège central de gestion et de contrôle de la Société de Pietermaai 15, Willemstad, Curaçao au 560A, Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec pour effet de ne pas créer une nouvelle entité juridique, de ne pas porter préjudice ou d'affecter la continuité de la personnalité juridique de la Société qui restera une seule et même personne morale et en conséquence se maintiendra comme si elle avait été constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

L'Associé Unique décide, avec effet immédiat, de transférer le siège social de la Société au 560A, Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

*Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide, en conformité avec les Résolutions du Directeur Général Unique de Curaçao et les Résolutions de l'Associé Unique de Curaçao, avec effet immédiat, que la Société migre au Grand-Duché de Luxembourg sous la forme juridique luxembourgeoise d'une société à responsabilité limitée, sous la dénomination de «Roma Playa Co. S.à r.l.».



### *Troisième résolution*

L'Associé Unique confirme la description et la teneur de l'actif et du passif de la Société, tel qu'il en résulte des Comptes.

L'Associé Unique confirme que l'actif net de la Société est évalué à six millions cinq cent cinquante-trois mille huit cent quatre-vingt-trois Dollars Américains (USD 6.553.883,-) correspondant au moins à douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-).

### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de quatorze mille Dollars Américain (USD 14.000,-) pour le faire passer de son montant actuel de six mille Dollars Américain (USD 6.000,-) à vingt mille Dollars Américain (USD 20.000,-) par la création et l'émission de quatorze mille (14.000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes (les Nouvelles Parts Sociales).

### *Souscription - Libération*

L'Associé Unique décide de souscrire à toutes les Nouvelles Parts Sociales et de les libérer intégralement à leur valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-) chacune, pour un montant total de quatorze mille Dollars Américain (USD 14.000,-), par apport en nature d'un montant de quatorze mille Dollars Américain (USD 14.000,-) consistant en l'incorporation d'une partie du même montant des réserves de la Société qui sont établies à cinq millions six cent cinquante-deux mille sept cent quatre-vingt-cinq Dollars Américains (USD 5.652.785,-) comme détaillé dans les Comptes.

### *Cinquième résolution*

L'Associé Unique décide de convertir la monnaie fonctionnelle de la Société de Dollar Américain en Euro sur la base du taux de change de USD 1,00 pour EUR 0,903.

### *Sixième résolution*

Suite à la conversion, l'Associé Unique décide de convertir le capital social de la Société de vingt mille Dollars Américain (USD 20.000,-) en un montant équivalent de dix-huit mille soixante Euros (EUR 18.060,-) représenté par dix-huit mille soixante (18.060) parts sociales, toutes d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, sur la base du taux de change de USD 1,00 pour EUR 0,903.

### *Septième résolution*

L'Associé Unique décide, avec effet immédiat, de procéder à une refonte des statuts de la Société, et par voie de conséquence d'exclure les statuts existants de la Société, lesquels auront dorénavant la teneur suivante:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Roma Playa Co. S.à r.l. qui est régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après, la Société), et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après, les Statuts).

**Art. 2.** La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand Duché de Luxembourg et à l'étranger.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, et participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle peut également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (notamment par exemple, ses associés ou entités liées).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou des obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune, respectivement par décision du Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou des Gérants (tel que défini ci-après), ou par une résolution de l'assemblée générale des associés, suivant les dispositions applicables de la Loi.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 5.** Le capital social de la Société s'élève à dix-huit mille soixante Euros (EUR 18.060,-) représenté par dix-huit mille soixante (18.060) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts.

**Art. 6.** Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, conformément à l'Article 14 des Statuts.

**Art. 7.** Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. En cas de pluralité de propriétaires d'une part sociale, la Société peut suspendre les droits attachés à ces actions jusqu'à ce qu'un seul propriétaire soit désigné.

**Art. 8.** Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément à l'article 189 de la Loi.

**Art. 9.** La Société n'est pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

**Art. 10.** La Société est gérée par un gérant unique (ci-après, le Gérant Unique) ou plusieurs gérants (ci-après, les Gérants). Le(s) gérant(s) ne doit(vent) pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'associé unique ou des associés détenant plus de la moitié du capital social.

**Art. 11.** Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou les Gérants a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société, sous réserve qu'aient été respectés les termes du présent Article.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Gérant Unique ou des Gérants.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature unidividuele de tout gérant.

Le Gérant Unique ou les Gérants a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, gérants ou non, associés ou non.

**Art. 12.** Le Gérant Unique ou les Gérants peuvent déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminer les responsabilités et rémunérations, le cas échéant, des gérants ou mandataires, la durée de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

Les Gérants peuvent élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion.

Les Gérants peuvent élire un secrétaire, gérant ou non, associé ou non.

Les Gérants se réunissent aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Les réunions des Gérants sont convoquées par le président, le secrétaire ou par tout gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Les Gérants peuvent valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Il est donné à tous les gérants un avis écrit, soit en original, par télécopie ou courrier électronique, de toute réunion des Gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date et heure prévues pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence est mentionnée dans l'avis de convocation de la réunion des Gérants.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les Gérants sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la tenue de la réunion et approuvent son ordre du jour. Il peut également être renoncé à la convocation par chacun des Gérants, par écrit donné soit en original, soit par télécopie ou courrier électronique.

Un gérant peut en représenter un autre à la réunion des Gérants, et un gérant peut représenter plusieurs gérants.

Les Gérants ne peuvent délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations, et toute décision des Gérants requiert la majorité simple des membres des Gérants.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion des Gérants dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par chacun les membres des Gérants.

Le Gérant Unique ou les Gérants peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Gérant Unique ou les Gérants duquel il ressort que des bénéfices suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

**Art. 13.** Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) à raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

**Art. 14.** L'associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ou autres résolutions spécifiques définies par la loi ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

**Art. 15.** L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

**Art. 16.** Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique, ou les Gérants, prépare(ent) un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

**Art. 17.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sont affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société.

**Art. 18.** Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération.

Au moment de la dissolution de la Société, toute distribution aux associés se fait en application du dernier alinéa de l'Article 17.

**Art. 19.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

#### *Huitième résolution*

L'Associé Unique décide d'accepter la démission de la personne suivante, avec effet immédiat, de ses fonctions de directeur général unique de la Société et de lui accorder décharge pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date de sa démission:

- TMF (Curaçao) N.V., une société à responsabilité limitée établie et existante selon les lois de Curaçao, ayant son siège social à Pietermaai 15, Willemstad, Curaçao et immatriculée auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Curaçao sous le numéro 72307.

#### *Neuvième résolution*

L'Associé Unique décide de nommer les personnes suivantes, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, comme nouveaux gérants de la Société:

- Mr. José Maria Rossell Recasens, prénommé;

- M. Frédéric Noel, né le 13 septembre 1967 à Algrange, France, ayant son adresse professionnelle au 8, Quartier de l'Eglise, L-4987 Sanem, Grand-Duché of Luxembourg;

- M. Roland de Cillia, né le 16 mars 1968 à Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, Grand-Duché of Luxembourg.

#### *Dixième résolution*

L'Associé Unique reconnaît que suite aux démissions et nominations ci-dessus mentionnées, les gérants de la Société seront désormais comme suit:

- Mr. José Maria Rossell Recasens, prénommé;
- M. Frédéric Noel, prénommé;
- M. Roland de Cillia, prénommé.

*Onzième résolution*

L'Associé Unique confirme que la Société, sans limitation ou exception, reste propriétaire de tous ses actifs et reste débiteur de tout son passif et ses engagements, malgré la migration de son siège social, de son siège de gestion quotidienne effective, de son siège d'administration centrale et de son siège central de gestion et de contrôle au Grand-Duché de Luxembourg.

*Dépenses*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de cinq mille Euro (EUR 5.000.-).

*Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du Mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au Mandataire de la personne comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Nezar, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 05 août 2015. Relation: 1LAC/2015/24890. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur (signé): Paul MOLLING.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 12 août 2015.

Référence de publication: 2015138416/467.

(150150373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

**Ado Properties S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.554.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second day of June, before Us Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

A.D.O. Group Ltd, a private limited liability company incorporated under the laws of Israel, with registered office at 1A Hayarden Street, Airport City, Ben Gurion Airport, Tel Aviv, Israel, registered with the registrar of companies of Israel, under number 52-003906-6, being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of ADO Properties, a private limited company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 197554 (the "Company"),

represented by Mr Guido ZANCHI, jurist, with professional address in 2, rue Petermelchen, Immeuble C2, L-2370 Howald, Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal on June 21<sup>th</sup>, 2015.

The said power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

*Agenda*

1. Confirmation of conversion of the issued registered shares of the Company into dematerialised shares.
2. Decision that any further shares to be issued by the Company shall be in the form of dematerialised shares.
3. Subsequent amendment and restatement of the articles of association of the Company.
4. Miscellaneous.

After due and careful deliberation, the following resolutions were taken:

### *First resolution*

The Sole Shareholder confirms that the entire issued capital of the Company consisting of twenty five million (25,000,000) registered shares without nominal value has now been converted into twenty five million (25,000,000) dematerialised shares without nominal value as per the compulsory conversion procedure decided at the extraordinary general meeting held on 16 June 2015.

Proof of such conversion is provided by way of a confirmation by BNP Paribas Securities Services, Luxembourg Branch acting as principal agent of LuxCSD S.A., the single settlement organisation appointed in relation to the dematerialised shares, stating that it has received a confirmation by LuxCSD S.A. that LuxCSD S.A. has recorded in a single securities issuance account maintained by LuxCSD S.A. the dematerialised shares of the Company representing the entirety of the issued shares of the Company.

### *Second resolution*

The Sole Shareholder decides that any further shares to be issued by the Company shall be in dematerialised form.

### *Third resolution*

As a consequence of the conversion of the entire issued capital into dematerialised shares pursuant to the above resolutions, the Sole Shareholder resolves to fully restate the articles of association as follows:

**Art. 1. Form, Denomination.** Between those present this day and all persons who will become owners of the shares mentioned hereafter a Luxembourg société anonyme exists under the name of ADO Properties S.A. (the "Company") governed by the laws of Luxembourg and the present articles of association (the "Articles" or the "Articles of Association").

**Art. 2. Duration.** The duration of the Company is unlimited.

**Art. 3. Registered office.** The Company shall have its registered office within the City of Luxembourg in the Grand-Duchy of Luxembourg.

The Board of Directors shall also have the right to set up offices, administrative centres, agencies and subsidiaries wherever it shall see fit, either within or outside the Grand-Duchy of Luxembourg. Without prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts in case the registered office of the Company has been determined by contract with third parties, the registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by decision of the Board of Directors; the registered office may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by a decision of the General Meeting of shareholders of the Company (the "General Meeting")

In the event that the Board of Directors determines that political, economic or social developments or events of exceptional nature have occurred, threaten to occur or are imminent that are likely to affect normal working operations at the registered office or easy communications with places abroad, the registered office may be declared provisionally transferred abroad, until such time as circumstances have completely returned to normal. Such transfer of the registered office will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company.

**Art. 4. Object, purpose.** The corporate purpose of the Company shall be the long-term creation of value by investment in and development of real estate properties and immovable property as well as the purchase, rental and disposal of such properties. It may also carry out real estate management for its own purposes and any other activity whatsoever in the real estate sector.

The Company may realise that corporate purpose either directly or through the creation of companies, the acquisition, holding or acquisition of interests in any companies or partnerships, membership in any associations, consortia and joint ventures.

The Company may also acquire by purchase, subscription or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or in any other manner shares, bonds, debt securities, warrants and other securities and instruments of any kind.

The Company may borrow in any form including by way of public offer of securities. It may issue, shares, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to affiliated and group companies. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its affiliated and group companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Company may engage independent attorneys, accountants, consultants, advisors, appraisers, and such other persons as the Company may deem necessary or advisable;

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to the direct or indirect investments in movable and immovable property, including real estate property and including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property, and it may other-



wise deal in the assets or businesses underlying the Company's direct or indirect investments and engage in all such activities and transactions as the Company may deem necessary, advisable or incidental to the carrying out of any of the foregoing objects and purposes in this Article 4.

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

**Art. 5. Share Capital.** The issued capital of the Company is set at thirty one thousand Euro (EUR 31,000) represented by twenty-five million (25,000,000) dematerialised shares without a nominal value (the "Shares"), all of said Shares being fully paid up.

The authorised un-issued capital of the Company is set at seven hundred and fifty million Euros (750,000,000) without nominal value.

The authorisation to issue Shares thereunder is valid for a period ending five (5) years after the date of the publication of these Articles in the official gazette of Luxembourg (Mémorial C. Recueil des Sociétés et Associations) (the "Mémorial") (unless amended or extended by the General Meeting).

The Board of Directors or delegate(s) duly appointed by the Board of Directors, may from time to time issue such shares within the authorised share capital at such times and on such terms and conditions, including the issue price, as the Board of Directors or its delegate(s) may in its or their discretion resolve. In particular, without limitation, the Board of Directors may issue shares in favour of members of the Board of Directors, executives, employees, consultants of the Company and the group to which it belongs, directly or under the terms of option, incentive or similar plans approved by the Board of Directors. The Board of Directors is authorised to suppress, limit or waive any pre-emptive subscription rights of shareholders to the extent it deems advisable for any issues of shares within the authorised capital.

In addition, the issued and/or authorised capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the General Meeting adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by law for any amendment of these Articles of Association.

Subject to the provisions of law and these Articles, each shareholder shall have a preferential right of subscription in the event of the issue of new shares in return for contributions in cash. Such preferential right of subscription shall be proportional to the fraction of the capital represented by the shares held by each shareholder.

The preferential subscription right may be limited or cancelled by a resolution of the General Meeting in accordance with applicable law.

The Company may proceed to the repurchase of its own shares within the limits laid down by law.

The Company shall not issue fractional shares. The Board of Directors shall be authorised at its discretion to provide for the payment of cash in lieu of any fraction of a share.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by law.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share is transferred. The amount of the premium account may be used by the Board of Directors to provide for the payment of any Shares which the Company may repurchase from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

The Company may, without limitation, accept equity or other contributions from existing shareholders without issuing any shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of such accounts are to be taken by the Board of Directors subject to compliance with these Articles of Association and applicable law. For the avoidance of doubt, any such decision does not need to allocate to the contributor any amount contributed to such accounts.

**Art. 6. Shares in dematerialised form.** The Shares exist in dematerialised form ("titres dématérialisés") pursuant to Article 42bis of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and in accordance with the Dematerialisation Law. All future shares to be issued by the Company shall be in dematerialised form. All dematerialised shares will be registered via Lux CSD SA (the "Settlement Organisation").

The dematerialised shares are only represented, and the ownership of such shares is only established by a record in the name of the shareholder in a securities account. The Settlement Organisation may issue or request the Company to issue certificates relating to dematerialised shares for the purpose of international circulation of securities.

The dematerialised shares issued by the Company shall be recorded at all times in the single securities issuance account of the Settlement Organisation, which shall indicate the identification elements of these dematerialised shares, the quantity issued and any subsequent changes.

To allow the account keepers or, where applicable, the foreign account keepers to exercise their associational rights and their rights of action against the Company or third parties, they shall issue certificates to their account holders in exchange for written certification by the latter that they hold the shares concerned for own account or act pursuant to a right granted by the holder of the share rights. Reference shall be made of it on the certificate.

The shares are freely transferable in accordance with the legal requirements for dematerialised shares. The Board of Directors may, however, impose transfer restrictions for Shares that are registered, listed, quoted, dealt in or have been placed in certain jurisdictions in compliance with the requirements applicable therein.

The transfer of a dematerialised share occurs by book entry (virement de compte à compte).

For the purposes of identifying the shareholders, the Company may, at its expense, request from the Settlement Organisation the name or the denomination, nationality, date of birth or date of incorporation and the address of the holders of the shares in its books which immediately confers or may confer in the future voting rights at the Company's general meetings of the shareholders, together with the number of shares held by each of them and, where applicable, the limits the shares may be subject to. The Settlement Organisation shall provide the Company with the identification data in its books on the holders of the securities accounts in its books and the number of shares held by each of them.

The same information on the shareholders for own account shall be gathered by the Company through the account holders, whether from Luxembourg or abroad, who have a securities account with the Settlement Organisation.

The Company may request the persons indicated on the lists given to it to confirm that they hold the shares for own account.

When a person who holds an account with the Settlement Organisation or an account keeper or a foreign account keeper does not communicate the information requested by the Company in accordance with article 17 of the Luxembourg law of 6 April 2013, within two months as from the request or, if he communicated incomplete or erroneous information relating to his quality or the quantity of the shares held by him, the Company may suspend until settlement the voting rights up to the amount of the shares for which the information requested was not received.

The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will be required to name a single proxy to represent the share vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such share until one person has been appointed in this way. The same rule shall apply in the case of a conflict between a pledgor and a pledgee.

The Company shall make payments, by way of dividends or otherwise, in cash, shares or other assets only into the hands of the Settlement Organisation and that payment shall release the Company from any and all obligations for such payment.

**Art. 7. Voting rights.** Each share shall be entitled to one vote at all General Meetings subject to the provisions of applicable law.

**Art. 8. Board of Directors.** The Board of Directors of the Company shall be composed of at least one member as long as there is only one shareholder of the Company and if there is more than one shareholder, the Board of Directors shall be composed of at least three members. The Board of Directors shall be appointed by the General Meeting which determines the number, the duration of their mandate and the remuneration of the members of the Board of Directors.

The members are appointed for a duration which may not exceed six years. They can be removed at any time without justification by the General Meeting by a simple majority vote, irrespective of the number of shares present at such General Meeting.

In the event of a vacancy in the office of a member of the Board of Directors because of death, retirement, resignation, dismissal, removal or otherwise, the remaining members of the Board of Directors may fill such vacancy and appoint a successor to act until the next meeting of the General Meeting at which such appointment shall be confirmed by the General Meeting or at which the General Meeting may appoint another member of the Board of Directors.

The Board of Directors shall elect from among its ranks a chairman of the Board of Directors (the "Chairman of the Board of Directors") and, if the Board of Directors is composed of more than one member, an executive vice-chairman (the "Executive Vice-Chairman") and one or more deputy chairmen.

The Chairman of the Board of Directors shall preside at meetings of the Board of Directors. In his absence, the Executive Vice-Chairman or one of the deputy chairmen of the Board of Directors shall take his place.

The Board of Directors convenes whenever required by the Company's affairs. The meetings shall be called by the Chairman of the Board of Directors or, in his absence, by the Executive Vice-Chairman or one of the deputy chairmen of the Board of Directors. Furthermore, the Board of Directors shall be convened if so requested by any member of the Board of Directors.

The meetings of the Board of Directors shall be held in Luxembourg at the location and the time indicated in the convening notice unless the meetings need to be held abroad for exceptional reasons.

Except in an instance of urgency or for regularly scheduled meetings, the meetings of the Board of Directors shall be announced in writing at least five (5) days in advance. A convening notice may be dispensed with if all members of the Board of Directors consent.

The meetings of the Board of Directors and its committees may be held by using means of telecommunication (e.g. video or telephone conference) which are continuously on-line, enable the identification of the members taking part in the meeting and enable all persons taking part to communicate.

Each member of the Board of Directors may mandate another member of the Board of Directors in writing to represent him. Each member may represent one or more of his colleagues.

The validity of deliberations made or resolutions passed by the Board of Directors is subject to a majority of the members of the Board of Directors being present or represented.

The resolutions of the Board of Directors are passed by simple majority of the members of the Board of Directors that are present or represented at the meeting.



Resolutions by the Board of Directors can also be adopted in the form of circular resolutions with identical contents which are signed by all of the members of the Board of Directors on one single copy or in counterparts.

The resolutions passed by the Board of Directors shall be recorded in minutes to be signed by at least two members of the Board of Directors present at the respective meeting (or by the member of the Board of Directors if there is only one member of the Board of Directors). Minutes signed separately by members of the Board of Directors shall establish valid and binding minutes when combined into one document.

Copies or extracts of minutes to be submitted in court or elsewhere are to be signed by the Chairman of the Board of Directors or two of its members (or by the member of the Board of Directors if there is only one member of the Board of Directors).

The management of the Company is incumbent on the Board of Directors; for this, it has the most extensive powers. Its competence extends to all legal acts which are not, expressly by law or these Articles of Association, the prerogative of the General Meeting. The Board of Directors may, in particular, purchase real estate directly or through intervening companies, issue bonds and other debt obligations, provide mortgages or other security, reduce or forgive debts and conclude settlements on behalf of the Company.

The Board of Directors may delegate the daily management to one or more members of the Board of Directors or third persons who need not be shareholders and will be called daily manager(s) (the "Daily Manager"). The Board of Directors may revoke such delegation of any one or more Daily Managers at any time.

The Board of Directors may adopt internal rules in relation to the Company's management and change such internal rules from time to time.

The Board of Directors may, from among its ranks and/or external persons, constitute committees whose functions and powers are stipulated in rules of procedure for the respective committee. To the extent permitted by law, decision making powers of the Board of Directors may be transferred to such committees.

**Art. 9. Binding Signature.** The Company shall be bound by (i) the joint signatures of two members of the Board of Directors of which one signatory needs to be the chief financial officer (or by the signature of any two members if there is no chief financial officer in position or by the signature of a single member of the Board of Directors if there is only one member of the Board of Directors), and (ii) by the sole or joint signature(s) of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the Board of Directors.

**Art. 10. Conflicts of Interest.** No member of the Board of Directors shall, solely as a result of being a member of the Board of Directors, be prevented from contracting with the Company, either with regard to his tenure of any office or business or as vendor, purchaser or in any other manner whatsoever, nor shall any contract or other transaction between the Company and any other corporation or entity or in which any member of the Board of Directors is in any way interested be affected or invalidated by the fact that any one or more of the members of the Board of Directors or officers of the Company is or are interested in such contract or transaction or is or are a member of the board of directors, officer or employee of such other corporation or entity. Any member of the Board of Directors or officer of the Company who serves as a member of the board of directors, officer or employee of any corporation or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not solely by reason of such affiliation with such other corporation or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

No member of the Board of Directors who is so interested shall be liable to account to the Company or the shareholders for any remuneration, profit or other benefit realised by him by reason of the member of the Board of Directors holding that office or of the fiduciary relationship thereby established.

In the event that any member of the Board of Directors of the Company shall have any conflicting interest ("intérêt opposé à celui de la société") within the meaning of article 60bis-18 of the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies in any transaction involving the Company, such member of the Board of Directors shall make known to the Board of Directors such conflicting interest and shall not consider or vote on such transaction, and such transaction and such member's interest therein shall be recorded and reported to the next succeeding General Meeting. These provisions do not apply if the decisions to be taken by the Board of Directors concern routine business operations that are to be concluded under arm's length conditions.

**Art. 11. Indemnification of Members of the Board of Directors and Officers of the Company.** Subject to the exceptions and limitations listed below:

1. Every person who is, or has been, a member of the Board of Directors or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding with which he becomes involved in as a party or otherwise by virtue of him being or having been a member of the Board of Directors or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

2. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any member of the Board of Directors or officer against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office or in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction, by the General Meeting or by the Board of Directors. No indemnification will be provided for defending criminal proceedings in which that member of the Board of Directors or officer of the Company is convicted of an offence.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any member of the Board of Directors or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such member of the Board of Directors or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including members of the Board of Directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or member of the Board of Directors to repay such amount if it is ultimately determined that he or she is not entitled to indemnification under this Article.

**Art. 12. General Meetings.** Any duly constituted General Meeting shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the widest powers to order, implement or ratify all acts connected with the Company's operations that are not conferred on the Board of Directors.

General meetings of the shareholders (other than the annual general meeting of the shareholders) may be called as often as the interest of the Company requires and be held at the Company's registered office in Luxembourg or any other place in the Grand Duchy of Luxembourg as may be specified in the respective convening notice of the meeting.

The Board is obliged to call a general meeting of the shareholders when a group of shareholders representing at least one-tenth of the issued and outstanding shares requests the convening of a general meeting of the shareholders in writing, indicating the agenda of the proposed meeting.

The convening notice is to be published at least thirty days before the day of the meeting in the Mémorial, and a Luxembourg newspaper and in media which may reasonably be relied upon for the effective dissemination of information to the public throughout the European Economic Area, and which is accessible rapidly and on a nondiscriminatory basis. If a general meeting of the shareholders is adjourned for lack of quorum, provided that the convening requirements have been complied with and no new item has been added to the agenda, the thirty (30) day period is reduced to a seventeen (17) day period. The convening notices are communicated, in the time-frame stated in the preceding paragraphs, to directors and the approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréés). Such communication must be by mail unless the addressees have individually, expressly and in writing, accepted to receive the convening notice by another means of communication, the performance of this formality not needing to be justified.

The convening notice must, inter alia, contain the precise date and location of the general meeting of the shareholders and the proposed agenda. It must also set out the conditions for attendance and representation at the meeting.

The record date for General Meetings shall be the 14<sup>th</sup> day at midnight (24:00 hours) (Luxembourg time) before the date of the General Meeting (the "Record Date"). The holders of dematerialised shares are entitled to attend the general meetings and exercise their rights only if they hold the dematerialised shares at the latest at the Record Date. Shareholders shall notify the Company of their intention to participate in the General Meeting in writing by post or electronic means no later than the Record Date, indicated in the convening notice.

Amongst others, the convening notice and the documents required to be submitted to the shareholders in connection with a General Meeting shall be posted on the Company's corporate website from the date of the first publication of the General Meeting convening notice in accordance with Luxembourg law. Shareholders may upon request obtain a copy of the full, unabridged texts of the documents to be submitted to the general meeting of the shareholders by electronic means or at the registered office of the Company.

Shareholders holding individually or collectively at least 5% of the issued share capital of the Company (a) have the right to put items on the agenda of the General Meeting and (b) have the right to table draft resolutions for items included or to be included on the agenda of the General Meeting. Those rights shall be exercised by a request in writing which shall be submitted to the Company by postal services or electronic means. The request must be accompanied by a justification or a draft resolution to be adopted in the General Meeting and shall include the electronic or mailing address at which the Company can acknowledge receipt of the request. Any such request from shareholders must be received by the Company not later than on the 22<sup>nd</sup> day prior to the date of the general meeting of the shareholders. General Meetings of shareholders shall be chaired by the Chairman of the Board of Directors or by the Executive Vice-Chairman. In the absence of the Chairman of the Board of Directors and the Executive Vice-Chairman, the General Meeting shall be presided over by the most senior member of the Board of Directors present.

Each shareholder may have himself represented at any General Meeting by giving a proxy in writing and notifying such appointment by post or by electronic means to the postal or electronic address indicated in the convening notice.

When organising a General Meeting, it may be decided to set up arrangements allowing shareholders to participate by electronic means by way, inter alia, of the following forms of participation: (i) real time transmission of the General Meeting;

(ii) real time two-way communication enabling shareholders to address the General Meeting from a remote location; or  
(iii) a mechanism for casting votes, whether before or during the General Meeting, without the need to appoint a proxyholder physically present at the meeting.

It could also be decided that shareholders may vote from a remote location by correspondence, by means of a form provided by the Company including the following information:

- the name, address and any other pertinent information concerning the shareholder,
- the number of votes the shareholder wishes to cast, the direction of his or her vote, or his or her abstention,
- the form of the shares held,
- the agenda of the meeting including the draft resolutions,
- at the discretion of the Company, the option to vote by proxy for any new resolution or any modification of the resolutions that may be proposed during the meeting or announced by the Company after the shareholder's submission of the form provided by the Company,
- the period within which the form must be received by or on behalf of the Company, and
- the signature of the shareholder.

Once the voting forms are submitted to the Company, they can neither be retrieved nor cancelled, except that in case a shareholder has included a proxy to vote in the circumstances envisaged above, the shareholder may cancel such proxy or give new voting instructions with regard to the relevant items by written notice as described in the convening notice, before the date specified in the voting form.

Any shareholder who participates in a General Meeting of the Company by the foregoing means shall be deemed to be present, shall be counted when determining a quorum and shall be entitled to vote on all agenda items of the General Meeting.

The Company may adopt any regulations and rules concerning the participation of shareholders at General Meetings in accordance with Luxembourg law including with respect to ensuring the identification of shareholders and proxyholders and the safety of electronic communications.

In the event that all the shareholders are present or represented at a General Meeting and declare that they have been informed of the agenda of the General Meeting, the General Meeting may be held without prior notice of meeting.

**Art. 13. Annual General Meeting of Shareholders.** The Annual General Meeting of Shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law at the Company's registered office or at any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg indicated in the convening notice on the third Thursday in March of each year at 2 p.m.. If such day is a legal holiday in Luxembourg, the Annual General Meeting shall be held on the next following business day.

Following the approval of the annual accounts and consolidated accounts, the General Meeting shall decide by special vote on the discharge of the liability of the members of the Board of Directors. General meetings of shareholders other than the Annual General Meeting may be held on the dates, at the time and at the place indicated in the notice of meeting.

**Art. 14. Majority and quorum at the General Meeting.** At any General Meeting, other than an extraordinary General Meeting convened for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements for amendment of the Articles of Association, no quorum is required and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any extraordinary General Meeting for the purpose of amending the Company's Articles of Association or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements for amendment of the Articles of Association, the quorum shall be at least one half of all the shares issued and outstanding. If the said quorum is not present, a second meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement. In order for the proposed resolutions to be adopted at a meeting, and save as otherwise provided by law, a two thirds (2/3) majority of the votes of the Shareholders present or represented is required at any such General Meeting without counting the abstentions.

**Art. 15. Audit.** The audit of the Company's affairs will be carried out by an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé). The auditor is appointed by the General Meeting. Any auditor so appointed may be removed with or without cause.

**Art. 16. Accounting year.** The accounting year of the Company shall begin on January 1<sup>st</sup> of each year and shall end on December 31 of the same year.

**Art. 17. Distributions.** From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued share capital of the Company.

The General Meeting, upon recommendation of the Board of Directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of, including by way of stock dividend.

Interim dividends may be declared and paid in any currency (including by way of staggered payments) by the Board of Directors subject to observing the terms and conditions provided by law either by way of a cash dividend or by way of a dividend in kind.

**Art. 18. Dissolution of the Company.** In the event of the dissolution of the Company for whatever reason, the liquidation will be performed by liquidators appointed by the General Meeting who will be endowed with the powers provided by articles 144 et seq. of the Luxembourg Company Law of the tenth of August, nineteen hundred and fifteen.

Once all debts, charges and liquidation expenses have been met, any resulting balance shall be paid to the shareholders of the Company.

**Art. 19. Governing law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the laws in force in the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time, and, to the extent applicable, the law of 24 May 2011 on the exercise of certain rights of shareholders at general meetings of listed companies, as amended from time to time.

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting is closed.

Whereof the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German version, at the request of the same appearing persons, and in case of divergences between the English and the German texts, the English version will be preponderant.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their names, first names, civil status and residences, said appearing persons signed together with the notary the present deed.

#### **Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorherstehenden Textes:**

Im Jahr zweitausendfünfzehn am zweiundzwanzigsten Juni vor mir, Maître Roger Arrensdorff, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

Ist erschienen:

A.D.O. Group Ltd, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach israelischem Recht mit Gesellschaftssitz in der 1A Hayarden Street, Airport City, Ben Gurion Airport, Tel Aviv, Israel, eingetragen im Handelsregister von Israel unter der Nummer 52-003906-6, als alleinige Gesellschafterin (die alleinige Gesellschafterin) der ADO Properties SA, einer Aktiengesellschaft mit beschränkter Haftung (société anonyme) nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit eingetragenen Gesellschaftssitz in der 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, im luxemburgischen Gesellschafts- und Handelsregister eingetragen unter der Nummer B 197554 (die Gesellschaft),

hier vertreten durch Herrn Guido ZANCHI, Jurist, beruflich wohnhaft in 2, rue Peternelchen, Immeuble C2, L-2370 Howald, Luxemburg,

gemäss einer Vollmacht unter Privatschrift gegeben am 22. Juni 2015.

Die erwähnte Vollmacht bleibt, nachdem diese als ne varietur vom Vertreter der erschienenen Partei und dem beurkundenden Notar unterzeichnet wurde, zum Zweck der Eintragung an die vorliegende Urkunde angehängt.

Die erschienene Partei, wie oben vertreten, hat den beurkundenden Notar gebeten, Folgendes zu beurkunden:

#### *Tagesordnung*

1. Bestätigung der Umwandlung der ausgegebenen Namensaktien der Gesellschaft in dematerialisierte Aktien.
2. Beschluss dass alle weiteren von der Gesellschaft auszugebenen Aktien in Form von dematerialisierten Aktien ausgegeben werden.
3. Darauffolgende Änderung und Neufassung der Satzung der Gesellschaft.
4. Verschiedenes.

Nach angemessener und sorgfältiger Beratung wurden folgende Resolutionen gefasst:

#### *Erste Resolution*

Die alleinige Gesellschafterin bestätigt, dass das gesamte ausgegeben Aktienkapital der Gesellschaft bestehend aus fünfundzwanzig Millionen (25,000,000) Namensaktien ohne Nennwert nun in fünfundzwanzig Millionen (25,000,000) dematerialisierte Aktien ohne Nennwert umgewandelt wurde gemäss dem obligatorischen Umwandlungsverfahren beschlossen in der Hauptversammlung vom 16. Juni 2015.

Der Beweis für die Umwandlung wird erbracht durch eine Bestätigung von BNP Paribas Securities Services, Luxembourger Filiale als Hauptagent der LuxCSD S.A., dem von der Gesellschaft ernannten Wertpapierabwicklungssystem bezüglich der dematerialisierten Aktien, die aussagt dass eine Bestätigung vom LuxCSD S.A. erhalten wurde, dass LuxCSD SA die dematerialisierten Aktien der Gesellschaft welche der Gesamtheit der ausgegeben Aktien der Gesellschaft entsprechen in einem einzigen Wertpapierausgabekonto von LuxCSD SA verbucht hat.

#### *Zweite Resolution*

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, dass alle weiteren von der Gesellschaft auszugebenen Aktien in Form von dematerialisierten Aktien ausgegeben werden.

### *Dritte Resolution*

Infolge der Umwandlung aller ausgegebenen Aktien in dematerialisierte Aktien beschließt die alleinige Gesellschafterin die Änderung und vollständige Neufassung der Satzung wie folgt:

**Art. 1. Rechtsform, Name.** Zwischen den heute anwesenden und allen Personen, die in der Zukunft Eigentümer der erwähnten Aktien werden, besteht eine luxemburgische société anonyme mit dem Namen ADO Properties S.A. (die „Gesellschaft“), die dem luxemburgischen Recht und der vorliegenden Satzung (die „Satzung“) unterliegt.

**Art. 2. Dauer.** Die Dauer der Gesellschaft ist unbefristet.

**Art. 3. Gesellschaftssitz.** Die Gesellschaft hat ihren Sitz in der Stadt Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg.

Der Vorstand kann auch Niederlassungen, Verwaltungszentren, Zweigstellen und Tochtergesellschaften an jedem Ort, den er für geeignet hält, ob innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, errichten. Unbeschadet der allgemeinen gesetzlichen Vorschriften zur Kündigung von Verträgen im Fall, dass der Gesellschaftssitz durch einen Vertrag mit Dritten festgelegt wurde, kann der Gesellschaftssitz durch Beschluss des Vorstands an jeden anderen Ort innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden; der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft (die „Hauptversammlung“) an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Wenn der Vorstand beschließt, dass politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen oder Ereignisse außergewöhnlicher Art eingetreten sind, eintreten können oder unmittelbar bevorstehen, die die üblichen Arbeitsbedingungen am Gesellschaftssitz oder die leichte Kommunikation mit Orten im Ausland beeinflussen können, kann vorübergehend erklärt werden, dass der Gesellschaftssitz ins Ausland verlegt wird, bis die Umstände sich wieder vollkommen normalisiert haben. Eine solche Verlegung des Gesellschaftssitzes hat keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der Sitzverlegung weiterhin eine luxemburgische Gesellschaft sein wird.

**Art. 4. Gegenstand, Zweck.** Der Gesellschaftszweck besteht in der langfristigen Wertschaffung durch Investitionen in und der Entwicklung von Grundstücken und Immobilien sowie im Kauf, der Vermietung und Veräußerung derartiger Immobilien. Sie kann auch die Immobilienverwaltung für eigenen Zwecke und jede sonstige Tätigkeit in der Immobilienbranche ausüben.

Die Gesellschaft kann diesen Gesellschaftszweck entweder direkt oder durch die Gründung von Gesellschaften, die Übernahme, Beteiligung oder den Erwerb von Beteiligungen an Gesellschaften oder Partnerschaften, die Mitgliedschaft in Verbänden, Konsortien und Joint- Ventures realisieren.

Die Gesellschaft kann durch Kauf, Zeichnung oder auf sonstige Weise sowie durch Übertragung durch Kauf, Tausch oder auf sonstige Weise Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Bezugsrechte und sonstige Wertpapiere und Instrumente jeglicher Art erwerben.

Die Gesellschaft kann Darlehen in jeglicher Form aufnehmen, einschließlich durch ein öffentliches Angebot von Wertpapieren. Sie kann Aktien, Wechsel, Anleihen und Schuldverschreibungen und jegliche Art von Schuld- und/oder Eigenkapitaltitel ausgeben. Die Gesellschaft kann Finanzmittel einschließlich der Erträge aus etwaigen Darlehen und/oder der Ausstellung von Schuldtiteln an verbundene Unternehmen und Konzerngesellschaften verleihen. Sie kann auch Bürgschaften und Sicherheiten zugunsten Dritter zur Sicherung ihrer Verpflichtungen oder die Verpflichtungen von mit ihr verbundenen Unternehmen oder Konzerngesellschaften stellen. Die Gesellschaft kann außerdem alle oder einen Teil ihrer Vermögenswerte verpfänden, übertragen, belasten oder auf sonstige Weise als Sicherheit zur Verfügung stellen.

Die Gesellschaft kann unabhängige Rechtsanwälte, Steuerberater, Berater, Gutachter und andere Personen beauftragen, soweit die Gesellschaft dies für notwendig oder zweckdienlich hält;

Die Gesellschaft kann im Allgemeinen alle Techniken und Instrumente in Bezug auf ihre Investitionen zum Zweck ihrer effizienten Verwaltung anwenden, insbesondere Techniken und Instrumente, die dazu dienen, die Gesellschaft vor Kredit-, Kurs-, Zins- und sonstigen Risiken zu schützen.

Die Gesellschaft kann alle kommerziellen und/oder finanziellen Transaktionen hinsichtlich der direkten und indirekten Investition in bewegliches und unbewegliches Vermögen, insbesondere Immobilienvermögen, ausführen, unter anderem kann sie bewegliches oder unbewegliches Vermögen erwerben, besitzen, mieten, vermieten, verpachten, pachten, teilen, entwässern, aufwerten, entwickeln, verbessern, darauf anbauen, es bebauen, verkaufen oder auf sonstige Weise veräußern, es mit einer Hypothek belasten, verpfänden oder auf sonstige Weise belasten, und sie kann auf sonstige Weise mit den Vermögenswerten oder Betrieben, die den direkten oder indirekten Investitionen der Gesellschaft zugrunde liegen, handeln und alle Tätigkeiten und Transaktionen durchführen, die die Gesellschaft für notwendig, ratsam oder zweckdienlich hält zur Erreichung der vorstehenden Gegenstände und Ziele in diesem Artikel 4.

Die obige Beschreibung ist im weitesten Sinn auszulegen und die obige Aufzählung ist nicht erschöpfend.

**Art. 5. Aktienkapital.** Das gezeichnete Kapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000 EUR) und ist aufgeteilt in fünfundzwanzig Millionen (25.000.000) dematerialisierte Aktien ohne Nennwert (die „Aktien“), die alle vollständig eingezahlt sind.

Das genehmigte, nicht ausgegebene Kapital der Gesellschaft beträgt siebenhundertfünfzig Millionen Euro (EUR 750.000.000) ohne Nennwert. Die Bewilligung zur Ausgabe von Aktien gemäß dieser Satzung gilt für eine Frist von fünf



(5) Jahren ab dem Datum der Veröffentlichung dieser Satzung im Amtsblatt von Luxembourg (Mémorial C. Recueil des Sociétés et Associations) (das „Mémorial“) (sofern die Frist nicht von der Hauptversammlung geändert oder verlängert wird).

Der Vorstand oder (ein) vom Vorstand ordnungsgemäß bestellte(r) Vertreter kann/können von Zeit zu Zeit Aktien bis zur Höhe des genehmigten Aktienkapitals zu den Zeiten und zu den Bedingungen, einschließlich des Zeichnungspreises, ausgeben, die der Vorstand oder sein(e) Vertreter nach seinem beziehungsweise ihrem Ermessen beschließen. Insbesondere kann der Vorstand ohne Beschränkung direkt oder gemäß den Bedingungen einer Option, eines Anreizes oder eines ähnlichen vom Vorstand genehmigten Plans Aktien zugunsten von Vorstandsmitgliedern, Führungskräften, Mitarbeitern, Beratern der Gesellschaft und der Unternehmensgruppe ausgeben. Der Vorstand ist befugt, etwaige Vorzugsrechte von Aktionären aufzuheben, zu beschränken oder darauf zu verzichten, soweit er es für die Ausgabe von Aktien aus dem genehmigten Kapital für ratsam hält.

Des Weiteren kann das gezeichnete und/oder genehmigte Gesellschaftskapital einmal oder mehrere Male durch eine Resolution der Hauptversammlung, die gemäß den Vorschriften zur Beschlussfähigkeit und zur Mehrheit in dieser Satzung oder im Gesetz für die Änderung dieser Satzung gefasst wird, erhöht oder gemindert werden.

Unbeschadet der gesetzlichen Vorschriften und dieser Satzung hat jeder Aktionär im Fall der Ausgabe neuer Aktien gegen Bargeldeinlagen ein Vorzugsrecht auf Zeichnung der neuen Aktien. Dieses Vorzugsrecht bestimmt sich proportional zum Anteil der vom Aktionär gehaltenen Aktien zum gesamten Aktienkapital.

Das Vorzugszeichnungsrecht kann durch Resolution der Hauptversammlung gemäss der gesetzlichen Bestimmungen beschränkt oder aufgehoben werden.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien innerhalb der gesetzlichen Beschränkungen zurückkaufen.

Die Gesellschaft darf keine Bruchteile von Aktien ausgeben. Der Vorstand ist befugt, nach alleinigem Ermessen eine Bargeldzahlung anstelle eines Aktienbruchteils vorzusehen.

Die mit den Aktien verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, sofern in der Satzung oder im Gesetz nichts anderes vorgesehen ist.

Außer dem gezeichneten Kapital kann ein Konto für Aufschläge eingerichtet werden, auf das alle Aufschläge auf den Nennwert von Aktien überwiesen werden. Die Mittel dieses Kontos können vom Vorstand benutzt werden, um den Rückkauf von Aktien zu finanzieren, um etwaige realisierte Nettoverluste auszugleichen, um Ausschüttungen in Form einer Dividende an die Aktionäre vorzunehmen oder um gesetzliche Rücklagen zu schaffen.

Die Gesellschaft kann ohne Einschränkung Kapital- oder sonstige Einlagen von bestehenden Aktionären annehmen, ohne Aktien oder sonstige Wertpapiere als Gegenleistung für die Einlage auszugeben, und sie kann die Einlagen auf einem oder mehreren Konten gutschreiben. Beschlüsse über die Verwendung dieser Konten werden vom Vorstand gemäss der Satzung und des geltenden Rechts gefasst werden. Zur Vermeidung von Missverständnissen wird klargestellt, dass eine Einlage nicht unbedingt zugunsten desjenigen der die Einlage erbracht hat gutgeschrieben werden muss.

**Art. 6. Aktien in dematerialisierter Form.** Die Aktien existieren in dematerialisierter Form („titres dématérialisés“) gemäss Artikel 42bis des Gesetzes vom 10. August über Handelsgesellschaften, in der zuletzt abgeänderten Form, und gemäss des Gesetzes vom 6. April 2013 über dematerialisierte Sicherheiten. Alle zukünftigen von der Gesellschaft auszugebenen Aktien werden in dematerialisierter Form ausgegeben. Sämtliche dematerialisierte Aktien werden bei einem einzigen Wertpapierabwicklungssystem in Luxemburg geführt, der LuxCSD SA (das „Abwicklungssystem“).

Die dematerialisierten Aktien werden nur dargestellt und das Eigentum eines Aktionärs an einer dematerialisierten Aktie wird festgehalten durch Registrierung im Namen des Eigentümers in einem Wertpapierkonto. Das Abwicklungssystem kann Aktienzertifikate herausgeben oder die Gesellschaft anweisen, Aktienzertifikate herauszugeben, um den internationalen Umlauf von Wertpapieren zu vereinfachen.

Die von der Gesellschaft emittierten dematerialisierten Aktien, sind jederzeit in einem einzigen Wertpapierausgabekonto des Abwicklungssystems verbucht, welches die identifizierenden Merkmale der dematerialisierten Aktien, ihre Anzahl und spätere Änderungen aufzeigt.

Zum Zweck der Ausübung der Aktionärsrechte und der Klagerechte des Aktionärs gegenüber der Gesellschaft oder Dritten, geben die kontoführenden Institute oder ausländischen kontoführenden Institute Zertifikate an die Halter von Wertpapierkonten betreffend ihrer dematerialisierten Aktien aus im Gegenzug zu einer Bestätigung dass die Aktien vom Halter für eigene Rechnung gehalten werden oder gemäss einer Vollmacht des Eigentümers der Aktien. Dies sollte dann im Aktienzertifikat vermerkt sein.

Die Aktien der Gesellschaft sind im Allgemeinen unbeschränkt übertragbar gemäss der gesetzlichen Bestimmungen die auf dematerialisierte Aktien anwendbar sind. Der Vorstand kann jedoch Übertragungsbeschränkungen für Aktien, die in bestimmten Rechtsordnungen eingetragen oder börsennotiert sind, geführt oder gehandelt werden oder platziert wurden, gemäß den dort geltenden Vorschriften festlegen.

Die Übertragung der dematerialisierten Aktien erfolgt durch Umbuchung von einem Konto auf ein anderes Konto.

Zum Zweck der Identifizierung von Aktionären, kann die Gesellschaft das Abwicklungssystem auf eigene Kosten anweisen, der Gesellschaft den Namen, die Firma, die Nationalität, das Geburtsdatum oder Gründungsdatum und die Adresse von Haltern von Wertpapierkonten welche unmittelbar oder möglicherweise zukünftig Stimmrechte in Hauptversammlungen der Gesellschaft ausüben können in ihren Büchern bekanntzumachen zusammen mit der Anzahl der gehaltenen



Aktien und, falls anwendbar, der Beschränkungen denen die Aktien unterliegen. Das Abwicklungssystem wird der Gesellschaft die Informationen in seinen Büchern zu den Haltern von Wertpapierkonten und der Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien bekanntmachen.

Die gleiche Information zu den Aktien kann von der Gesellschaft auf eigene Rechnung von den Kontoinhabern oder anderen Personen, ob luxemburgisch oder ausländisch erfragt werden, die direkt oder indirekt ein Wertpapierkonto bei dem Abwicklungssystem halten in dem die Aktien verbucht sind.

Die Gesellschaft kann die Personen die ihr als Aktionäre bekanntgemacht werden bitten zu bestätigen, dass sie die Aktien für eigene Rechnung halten. Falls eine Person, die ein Konto bei dem Abwicklungssystem hält oder ein kontoführendes Institut oder ausländisches kontoführendes Institut die von der Gesellschaft erfragte Information gemäss dieses Artikels nicht gemäss Artikel 17 des Luxemburger Gesetzes vom 6. April 2013 innerhalb von zwei Monaten erbringt, oder nicht vollständige oder fehlerhafte Informationen entweder in Bezug auf ihre Eigenschaft als Titelinhaber oder in Bezug auf die Anzahl der gehaltenen Aktien mitteilt, so kann die Gesellschaft bis zur Erbringung der verlangten Information die Stimmrechte an den Aktien bezüglich derer die Information nicht erbracht wurde, aussetzen.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber je Aktie an. Wenn mehrere Personen eine Aktie besitzen, müssen die Personen, die das Eigentum an der Aktie geltend machen, einen einzigen Bevollmächtigten gegenüber der Gesellschaft benennen. Die Gesellschaft kann die Ausübung aller Rechte, die mit einer solchen Aktie verbunden sind, vorübergehend verweigern, bis eine Person auf diese Weise benannt wurde. Dieselbe Regel gilt im Fall einer Streitigkeit zwischen einem Pfandnehmer und einem Pfandgeber.

Die Gesellschaft wird Zahlungen in Form von Dividenden oder Sonstigem, in bar, in Form von Aktien oder sonstigen Vermögenswerten nur zu Händen des Abwicklungssystems vornehmen, und diese Zahlung befreit die Gesellschaft von allen entsprechenden Zahlungsverpflichtungen.

**Art. 7. Stimmrechte.** Jede Aktie berechtigt gemäss der Vorschriften des anwendbaren Rechts zu einer Stimme auf allen Hauptversammlungen.

**Art. 8. Vorstand.** Der Vorstand der Gesellschaft besteht aus mindestens einem Mitglied, solange die Gesellschaft nur eine(n) Aktionär(in) hat, und wenn es mehrere Aktionäre gibt, besteht der Vorstand aus mindestens drei Mitgliedern. Der Vorstand wird von der Hauptversammlung bestellt, die die Anzahl, Amtszeit und Vergütung der Vorstandsmitglieder festlegt.

Die Mitglieder werden für eine Amtszeit von bis zu sechs Jahren bestellt. Sie können jederzeit ohne Angabe von Gründen von der Hauptversammlung durch einfachen Mehrheitsbeschluss unabhängig von der Anzahl an Aktien, die bei der Hauptversammlung vertreten sind, abberufen werden.

Im Fall einer unbesetzten Stelle eines Vorstandsmitglieds wegen Tod, Ruhestand, Rücktritt, Abberufung, Enthebung oder Sonstigem können die übrigen Vorstandsmitglieder die unbesetzte Stelle bis zur nächsten Hauptversammlung besetzen und einen Nachfolger bestellen und in der nächsten Hauptversammlung wird die Bestellung entweder bestätigt oder ein andere Person als Vorstandsmitglied ernannt.

Der Vorstand wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorstandsvorsitzenden (der „Vorstandsvorsitzende“), und falls der Vorstand mehr als ein Mitglied umfasst, einen geschäftsführenden Vorsitzenden (der „Geschäftsführende Vorsitzende“) und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende.

Der Vorstandsvorsitz übernimmt bei den Vorstandssitzungen den Vorsitz. Im Fall seiner Abwesenheit wird er vom Geschäftsführenden Vorsitzenden oder einem stellvertretenden Vorsitzenden vertreten.

Der Vorstand tagt, immer wenn es die Angelegenheiten der Gesellschaft erfordern. Die Sitzungen werden vom Vorstandsvorsitzenden oder im Fall seiner Abwesenheit vom Geschäftsführenden Vorsitzenden oder einem stellvertretenden Vorsitzenden einberufen. Des Weiteren wird der Vorstand immer dann einberufen, wenn dies von einem Vorstandsmitglied verlangt wird.

Die Vorstandssitzungen finden in Luxemburg an dem Ort und zu der Zeit statt, die in der Einladung angegeben wird, es sei denn, dass die Sitzungen aus aussergewöhnlichen Gründen im Ausland stattfinden müssen.

Außer in dringenden Fällen und außer den zeitlich festgelegten Sitzungen werden die Sitzungen des Vorstands mindestens fünf (5) Tage vorher schriftlich angekündigt. Auf die Einladung kann verzichtet werden, wenn alle Vorstandsmitglieder damit einverstanden sind.

Die Sitzungen des Vorstands und seiner Ausschüsse können mittels Telekommunikation (z. B. Video- oder Telefonkonferenz) stattfinden, sofern die Sitzungen keiner durch die Technik verursachten Unterbrechung unterliegen, die Identifizierung der an der Sitzung teilnehmenden Mitglieder ermöglichen und alle teilnehmenden Personen miteinander kommunizieren können.

Jedes Vorstandsmitglied kann ein anderes Vorstandsmitglied schriftlich mit seiner Vertretung beauftragen. Jedes Mitglied kann ein oder mehrere seiner Kollegen vertreten.

Die Gültigkeit der vom Vorstand durchgeführten Besprechungen und gefassten Beschlüsse erfordert, dass die Mehrheit der Vorstandsmitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Beschlussfassung durch den Vorstand erfolgt durch einfache Mehrheit der Stimmen der bei der Sitzung anwesenden oder vertretenden Vorstandsmitglieder.

Beschlüsse des Vorstands können auch im Umlaufverfahren gefasst werden, indem alle Vorstandsmitglieder eine oder mehrere gleichlautenden Ausfertigungen unterzeichnen.

Die vom Vorstand gefassten Beschlüsse werden protokolliert; das Protokoll wird von mindestens zwei Vorstandsmitgliedern, die an der jeweiligen Sitzung teilgenommen haben (oder von einem Vorstandsmitglied, wenn der Vorstand aus nur einem Mitglied besteht) unterzeichnet. Protokolle, die von den Vorstandsmitgliedern getrennt unterschrieben werden, sind wirksam und verbindlich, sobald sie in einem Dokument zusammengeführt werden.

Kopien oder Auszüge von Protokollen, die vor Gericht oder anderswo vorgelegt werden sollen, müssen vom Vorstandsvorsitzenden oder von zwei Vorstandsmitgliedern (oder von einem Vorstandsmitglied, wenn der Vorstand aus nur einem Mitglied besteht) unterzeichnet werden.

Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt dem Vorstand; hierfür stehen ihm die umfassendsten Befugnisse zu. Seine Zuständigkeit erstreckt sich auf alle gesetzesgemäßen Handlungen, die nicht ausdrücklich gemäß Gesetz oder dieser Satzung der Zuständigkeit der Hauptversammlung unterliegen. Der Vorstand kann insbesondere direkt oder durch zwischengeschaltete Gesellschaften Immobilien erwerben, Anleihen oder sonstige Schuldverschreibungen ausgeben, Hypotheken oder sonstige Sicherheiten gewähren, Schulden mindern oder erlassen und Vergleiche im Namen der Gesellschaft schließen.

Der Vorstand kann das Tagesgeschäft an ein oder mehrere Vorstandsmitglieder oder Dritte, die keine Aktionäre sein müssen und Tagesgeschäftsführer genannt werden (der „Tagesgeschäftsführer“), delegieren. Der Vorstand kann diese Beauftragung eines oder mehrerer Tagesgeschäftsführer jederzeit widerrufen.

Der Vorstand kann interne Vorschriften in Bezug auf die Geschäftsführung der Gesellschaft erlassen und diese internen Vorschriften von Zeit zu Zeit ändern.

Der Vorstand kann von Zeit zu Zeit aus dem Kreis seiner Mitgliedern und/oder externer Personen Ausschüsse bilden, deren Aufgaben und Befugnisse in Verfahrensvorschriften des jeweiligen Ausschusses festgelegt werden. Soweit gesetzlich zulässig können die Beschlussfassungsbefugnisse des Vorstands an derartige Ausschüsse übertragen werden.

**Art. 9. Verbindliche Unterschrift.** Die Gesellschaft wird juristisch verpflichtet durch (i) die gemeinsamen Unterschriften von zwei Vorstandsmitgliedern von denen einer der Finanzdirektor (Chief Financial Officer) sein muss (oder durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Mitgliedern des Vorstandes, falls das Amt des Finanzdirektors nicht besetzt ist oder der alleinigen Unterschrift eines Vorstandsmitglieds, wenn der Vorstand aus nur einem Mitglied besteht), und (iii) durch die alleinige oder gemeinsamen Unterschrift(en) einer oder mehrerer Personen, an die diese Unterzeichnungsbefugnis vom Vorstand übertragen wurde..

**Art. 10. Interessenskonflikt.** Kein Vorstandsmitglied ist allein aufgrund seiner Eigenschaft als Vorstandsmitglied daran gehindert, einen Vertrag mit der Gesellschaft einzugehen, ob in Bezug auf ein Amt oder eine Geschäftstätigkeit oder als Verkäufer, Käufer oder auf jede sonstige Weise, noch werden Verträge oder sonstige Transaktionen zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder einem Unternehmen oder an denen ein Vorstandsmitglied auf jegliche Weise beteiligt ist, beeinflusst oder unwirksam, weil ein oder mehrere Vorstandsmitglieder oder Führungskräfte der Gesellschaft daran beteiligt ist beziehungsweise sind oder es beziehungsweise sie ein Vorstandsmitglied, eine Führungskraft oder ein Mitarbeiter der anderen Gesellschaft oder des anderen Unternehmens ist beziehungsweise sind. Ein Vorstandsmitglied oder eine Führungskraft der Gesellschaft, die Vorstandsmitglied, Führungskraft oder Mitarbeiter einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens ist, mit der beziehungsweise dem die Gesellschaft einen Vertrag eingeht oder sonstige Geschäfte tätigt, ist nicht allein aufgrund der Verbindung mit der anderen Gesellschaft oder dem anderen Unternehmen daran gehindert, Angelegenheiten in Bezug auf den Vertrag oder sonstige Geschäftsbeziehungen zu prüfen und darüber abzustimmen oder diesbezüglich zu handeln.

Kein Vorstandsmitglied, das an derartigen Verträgen oder Geschäftstätigkeiten beteiligt ist, schuldet der Gesellschaft oder den Aktionären Rechenschaft für eine Vergütung, einen Gewinn oder sonstigen Vorteil, den er aufgrund seines Mandats oder dem hierdurch geschaffenen Treuhandverhältnis erzielt.

Wenn ein Vorstandsmitglied der Gesellschaft einen Interessenskonflikt („*intérêt opposé à celui de la société*“) im Sinne des Artikels 60bis-18 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in der geltenden Fassung, bei einer Transaktion, an der die Gesellschaft beteiligt ist, hat, muss das Vorstandsmitglied dem Vorstand den Interessenskonflikt melden und darf in Bezug auf diese Transaktion nicht an der Sitzung teilnehmen oder darüber abstimmen und die Transaktion und das Interesse des Mitglieds daran wird protokolliert und der darauffolgenden Hauptversammlung berichtet.

Diese Vorschriften finden keine Anwendung, wenn die vom Vorstand zu fassenden Beschlüsse sich auf routinemäßige Geschäftstätigkeiten beziehen, die zu marktüblichen Bedingungen ausgeführt werden sollen.

**Art. 11. Entschädigung der Vorstandsmitglieder und Führungskräfte der Gesellschaft.** Unbeschadet der nachfolgend aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen gilt Folgendes:

(i) Jede Person, die ein Vorstandsmitglied oder eine Führungskraft der Gesellschaft ist oder war, wird von der Gesellschaft im weitesten gesetzlich zulässigen Ausmaß für die Haftung und alle Aufwendungen, die sie vernünftigerweise übernommen oder bezahlt hat, im Zusammenhang mit jegliche Forderungen, Ansprüchen, Klagen oder Verfahren, mit der sie als Partei oder auf sonstige Weise in Berührung kommt, weil sie ein Vorstandsmitglied oder eine Führungskraft ist oder war, und für alle Zahlungen, die sie geleistet hat oder die ihr entstanden sind, entschädigt.

(ii) Die Begriffe „Forderung“, „Anspruch“, „Klage“ oder „Verfahren“ beziehen sich auf alle tatsächlichen oder angebotenen Forderungen, Ansprüche, Klagen oder Verfahren (zivil-, strafrechtliche oder sonstige, einschließlich Berufungen) und die Begriffe „Haftung“ und „Aufwendungen“ umfassen insbesondere Rechtsanwaltsgebühren, Kosten, Urteile, zur Erzielung eines Vergleichs geleistete Zahlungen und sonstige Verbindlichkeiten.

Kein Vorstandsmitglied und keine Führungskraft wird für eine Haftung gegenüber der Gesellschaft oder ihren Aktionären entschädigt, wenn vorsätzliches Fehlverhalten, Bösgläubigkeit, grobe Fahrlässigkeit oder fahrlässige Missachtung der Aufgaben, die mit ihrem Amt zusammenhängen, vorliegt oder im Fall eines Vergleichs, es sei denn, dass der Vergleich von einem zuständigen Gericht, der Hauptversammlung oder dem Vorstand bestätigt wurde. Es wird keine Entschädigung für die Verteidigung in einem Strafverfahren geleistet, wenn das Vorstandsmitglied oder die Führungskraft der Gesellschaft wegen einer Straftat verurteilt wird.

Das hierin vorgesehene Recht auf Entschädigung ist abtrennbar, hat keine Auswirkung auf sonstige Rechte, auf die ein Vorstandsmitglied oder eine Führungskraft jetzt oder in der Zukunft möglicherweise einen Anspruch hat, gilt weiterhin für die Person, die kein Vorstandsmitglied oder keine Führungskraft mehr ist, und wirkt zugunsten der Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter dieser Person. Nichts, das hierin enthalten ist, hat eine Auswirkung auf die Entschädigungsansprüche, die möglicherweise dem Unternehmenspersonal, einschließlich Vorstandsmitgliedern und Führungskräften, aus Vertrag oder auf sonstige Weise gemäß dem Gesetz zustehen.

Aufwendungen in Zusammenhang mit der Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung gegen eine Forderung, einen Anspruch, eine Klage oder ein Verfahren der in diesem Artikel beschriebenen Art werden von der Gesellschaft vor der endgültigen Entscheidung vorgestreckt nach Erhalt einer Zusicherung von oder im Namen der Führungskraft oder des Vorstandsmitglieds zur Rückzahlung des entsprechenden Betrags, wenn endgültig entschieden wird, dass sie beziehungsweise es keinen Anspruch auf Entschädigung gemäß diesem Artikel hat.

**Art. 12. Hauptversammlungen.** Eine ordnungsgemäß einberufene Hauptversammlung vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat umfassende Befugnisse zur Anordnung, Umsetzung und Ratifizierung aller Handlungen, die mit den Tätigkeiten der Gesellschaft verbunden sind und nicht den Zuständigkeitsbereich des Vorstands betreffen.

Aktionärshauptversammlungen (außer der jährlichen Aktionärshauptversammlung) können so oft einberufen werden, wie es die Interessen der Gesellschaft erfordern, und sie finden am Gesellschaftssitz in Luxemburg oder an jedem sonstigen Ort im Großherzogtum Luxemburg statt, der in der jeweiligen Einladung zur Hauptversammlung angegeben wird.

Der Vorstand ist verpflichtet, eine Aktionärshauptversammlung einzuberufen, wenn eine Gruppe von Aktionären, die mindestens ein Zehntel der ausgegebenen und ausstehenden Aktien vertreten, die Einberufung einer Aktionärshauptversammlung schriftlich beantragt, wobei auch die Tagesordnung der vorgeschlagenen Hauptversammlung angegeben werden muss.

Die Einberufungsmitteilung muss mindestens dreißig Tage vor dem Tag der Hauptversammlung im Mémorial und einer luxemburgischen Zeitung und in Medien, auf die man sich für die wirksame Verbreitung der Information an die allgemeine Öffentlichkeit im Europäischen Wirtschaftsraum vernünftigerweise verlassen kann und auf die schnell und ohne Diskriminierung zugegriffen werden kann, veröffentlicht werden. Wenn eine Hauptversammlung wegen mangelnder Beschlussfähigkeit vertagt wird, wird die Frist von dreißig (30) Tagen, sofern die Einberufungsvoraussetzungen erfüllt werden und kein neuer Punkt der Tagesordnung hinzugefügt wurde, auf eine Frist von siebzehn (17) Tagen verkürzt. Die Einberufungsmitteilung wird innerhalb der oben genannten Fristen den Mitgliedern des Vorstands und dem Abschlussprüfer (réviseur d'entreprises agréés) zugestellt.

Diese Mitteilung erfolgt durch die Post es sei denn die Aktionäre haben persönlich, ausdrücklich und in schriftlicher Form einer anderen Kommunikationsform zugestimmt.

In den Einberufungsmitteilungen müssen unter anderem das genaue Datum und der Ort der Hauptversammlung und die vorgeschlagene Tagesordnung enthalten sein. Darin müssen auch die Bedingungen für die Teilnahme und Vertretung bei der Versammlung aufgeführt sein.

Der Stichtag für Hauptversammlungen ist der 14. Tag um Mitternacht (24:00 Uhr) (luxemburgische Zeit) vor dem Datum der Hauptversammlung (der „Stichtag“). Die Halter von dematerialisierten Aktien dürfen an Aktionärsversammlungen nur dann teilnehmen und ihre Stimmrechte ausüben wenn sie die dematerialisierten Aktien am Stichtag halten. Die Aktionäre müssen die Gesellschaft über ihre Absicht, an der Hauptversammlung teilzunehmen, schriftlich per Post oder elektronisch spätestens an dem Tag informieren der in Einberufungsmitteilung festgelegt wurde und der der nicht vor Stichtag liegen darf.

Die den Aktionären in Zusammenhang mit einer Hauptversammlung zur Verfügung zu stellenden Unterlagen müssen zusammen mit der Einberufungsmitteilung ab dem Datum der ersten Veröffentlichung der Einberufungsmitteilung der Hauptversammlung auf der Unternehmenswebseite der Gesellschaft veröffentlicht werden gemäß dem luxemburgischen Recht. Aktionäre erhalten auf Wunsch eine Kopie der vollständigen und nicht gekürzten Texte die der Hauptversammlung unterbreiten werden sollen, entweder elektronisch oder am Sitz der Gesellschaft.

Aktionäre, die allein oder gemeinsam mindestens 5 % des gezeichneten Aktienkapitals der Gesellschaft besitzen (a) haben das Recht, Punkte auf die Tagesordnung der Hauptversammlung zu setzen und (b) haben das Recht, Entwürfe für Resolutionen zu Punkten, die auf der Tagesordnung der Hauptversammlung enthalten sind oder darin aufzunehmen sind, zu unterbreiten. Diese Rechte werden mittels eines schriftlichen Antrags der jeweiligen Aktionäre ausgeübt, der per Post

oder elektronisch an die Gesellschaft gesendet wird. Dem Antrag muss eine Begründung oder ein Entwurf für eine Resolution, die in der Hauptversammlung genehmigt werden soll, beigelegt werden und darin muss eine elektronische oder eine Postadresse angegeben werden, an die die Gesellschaft die Empfangsbestätigung des Antrags senden kann.

Jeder derartige Antrag von Aktionären muss spätestens am 22. Tag vor dem Datum der Hauptversammlung eingehen.

Den Vorsitz bei Hauptversammlungen übernimmt der Vorstandsvorsitzende oder der Geschäftsführende Vorsitzende. Wenn Vorstandsvorsitzende oder der Geschäftsführende Vorsitzende des Vorstands abwesend sind, wird der Vorsitz über die Hauptversammlung von dem ranghöchsten anwesenden Vorstandsmitglied übernommen.

Jeder Aktionär kann sich bei einer Hauptversammlung vertreten lassen, indem er eine schriftliche Vollmacht erteilt und die Bevollmächtigung per Post oder elektronisch an die Post- oder elektronische Adresse mitteilt, die in der Einberufungsmitteilung angegeben ist.

Bei der Organisation einer Hauptversammlung kann entschieden werden, dass Vorkehrungen getroffen werden, die es den Aktionären erlauben, elektronisch teilzunehmen, unter anderem mithilfe folgender Mittel: (i) Echtzeitübertragung der Hauptversammlung; (ii) zweiseitige Echtzeitkommunikation, die es den Aktionären ermöglicht, aus der Entfernung an der Hauptversammlung teilzunehmen; oder (iii) einen Mechanismus zur Stimmabgabe, ob vor oder während der Hauptversammlung, ohne dass ein Bevollmächtigter bei der Hauptversammlung physisch anwesend sein muss.

Es kann auch entschieden werden, dass Aktionäre ihre Stimme durch Korrespondenz aus der Entfernung in einer von der Gesellschaft vorgesehenen Form abgeben können, wobei folgende Informationen angegeben werden müssen:

- der Name, die Adresse und sonstige wichtige Informationen über den Aktionär,
- die Anzahl der Stimmen, die der Aktionär abgeben möchte, die Entscheidung für oder wider eines Tagesordnungspunkts oder eine Enthaltung,
- die Form der gehaltenen Aktien,
- die Tagesordnung der Hauptversammlung, einschließlich der Entwürfen der Resolutionen,
- nach dem Ermessen der Gesellschaft, die Möglichkeit, eine Stimme im Hinblick auf eine neue Resolution oder eine Änderung der Resolutionen, die während der Hauptversammlung oder von der Gesellschaft nach Einreichung des Stimmzettels vorgeschlagen werden, durch einen Bevollmächtigten abzugeben,
- die Frist, innerhalb der der Stimmzettel von oder im Namen der Gesellschaft erhalten werden muss, und
- die Unterschrift des Aktionärs.

Sobald die Stimmzettel bei der Gesellschaft eingehen, können sie weder zurückgenommen noch aufgehoben werden, außer dass in dem Fall, dass ein Aktionär unter den oben erwähnten Umständen einen Bevollmächtigten mit der Abgabe der Stimme beauftragt hat, der Aktionär die entsprechende Vollmacht aufheben kann oder in Bezug auf die jeweiligen Punkte durch eine schriftliche Mitteilung, wie in der Einberufungsmitteilung beschrieben, bis zu dem auf dem Stimmzettel bestimmten Datum neue Anweisungen zur Stimmabgabe erteilen kann.

Jeder Aktionär, der wie oben beschrieben an einer Hauptversammlung der Gesellschaft teilnimmt, gilt als anwesend, wird bezüglich der Beschlussfähigkeit mitgezählt und ist berechtigt, zu allen Punkten auf der Tagesordnung der Hauptversammlung seine Stimme abzugeben.

Die Gesellschaft kann Verordnungen und Vorschriften betreffend der Teilnahme von Aktionären an Hauptversammlungen gemäß dem luxemburgischen Recht annehmen, insbesondere in Bezug auf die Sicherstellung der Identifizierung von Aktionären und Bevollmächtigten und die Sicherheit der elektronischen Kommunikationen.

Wenn alle Aktionäre bei einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Hauptversammlung informiert wurden, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Mitteilung stattfinden.

**Art. 13. Jahreshauptversammlung.** Die Jahreshauptversammlung findet gemäß dem luxemburgischen Recht am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg, der in der Einberufungsmitteilung angegeben wird, am dritten Donnerstag im März jeden Jahres um 14:00 Uhr statt. Wenn dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag in Luxemburg ist, findet die Jahreshauptversammlung am darauffolgenden Geschäftstag statt.

Nach der Genehmigung der Jahresabschlüsse und der Konzernabschlüsse entscheidet die Hauptversammlung durch Sonderabstimmung über die Entlastung der Vorstandsmitglieder.

Hauptversammlungen außer der Jahreshauptversammlung können an den Tagen, zu den Uhrzeiten und an den Orten stattfinden, die in der Einberufungsmitteilung angegeben werden.

**Art. 14. Mehrheit und Beschlussfähigkeit der Hauptversammlung.** Bei Hauptversammlungen ist, außer bei einer außerordentlichen Hauptversammlung, die zur Änderung der Gesellschaftssatzung oder zur Abstimmung über Resolutionen, deren Annahme den Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsvoraussetzungen für Satzungsänderungen unterliegt, einberufen werden, kein Quorum notwendig und die Resolutionen können unabhängig von der Anzahl an vertretenen Aktien durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst werden.

Bei einer außerordentlichen Hauptversammlung zur Änderung der Gesellschaftssatzung oder zur Abstimmung über Resolutionen, deren Annahmen den Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsvoraussetzungen für Satzungsänderungen unterliegen, müssen für die Beschlussfähigkeit mindestens die Hälfte aller ausgegebenen und ausstehenden Aktien vertreten sein. Wenn dieses Quorum nicht vorhanden ist, kann eine zweite Hauptversammlung einberufen werden, für die keine Beschlussfähigkeitsvoraussetzung besteht. Damit die vorgeschlagenen Resolutionen von dieser Hauptversammlung an-

genommen werden und sofern gesetzlich nichts anderes vorgesehen wird, ist bei einer solchen Hauptversammlung eine Mehrheit von zwei Dritteln (2/3) der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre erforderlich, ohne dass die Enthaltungen gezählt werden.

**Art. 15. Prüfung.** Die Prüfung der Angelegenheiten der Gesellschaft wird von einem unabhängigen Abschlussprüfer (d'entreprises agréé) durchgeführt werden. Der Abschlussprüfer wird von der Hauptversammlung bestellt. Ein derart bestellter Abschlussprüfer kann mit oder ohne Grund abbestellt werden.

**Art. 16. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

**Art. 17. Ausschüttungen.** Aus den Jahresnettogewinnen der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) den gesetzlich vorgesehenen Rücklagen zugeteilt. Diese Zuteilung ist nicht mehr erforderlich, sobald und solange die Rücklagen zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft entsprechen.

Die Hauptversammlung wird nach Empfehlung des Vorstands beschließen, wie mit dem Restbetrag des Jahresnettogewinns verfahren werden soll, einschließlich der Auszahlung einer Dividende, die in Form von Aktien ausgeschüttet wird.

Es können unter Einhaltung der gesetzlichen Bedingungen vom Vorstand Zwischendividenden erklärt und (einschließlich durch gestaffelte Zahlungen) gezahlt werden, entweder im Wege einer Bardividende oder im Wege einer Sachdividende.

**Art. 18. Auflösung der Gesellschaft.** Im Fall der Auflösung der Gesellschaft aus jeglichem Grund wird die Liquidation von den Liquidatoren durchgeführt, die von der Hauptversammlung bestellt werden und denen die Befugnisse der Artikel 144 ff. des luxemburgischen Gesetzes über Gesellschaften vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn erteilt werden.

Sobald alle Schulden, Gebühren und Liquidationskosten beglichen wurden, wird der gegebenenfalls verbleibende Restbetrag an die Aktionäre der Gesellschaft ausgezahlt.

**Art. 19. Anwendbares Recht.** Sofern hierin nichts anderes vorgesehen wird, finden die einschlägigen gesetzlichen Vorschriften des Grossherzogtums Luxemburg Anwendung, insbesondere das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in der jeweils gültigen Form, und, soweit anwendbar, das Gesetz vom 24. Mai 2011 betreffend der Ausübung von Aktionärsrechten in Hauptversammlungen von börsennotierten Gesellschaften, in der jeweils gültigen Form.

Da keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung zu besprechen sind und niemand das Wort ergreift, wird die Versammlung beendet.

Hierüber wurde die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg ausgefertigt, Am Tag, der zu Beginn dieses Dokuments erwähnt wird.

Der beurkundende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Personen in Englisch verfasst wurde und auf Verlangen derselben erschienenen Personen eine deutsche Version beigefügt wird und dass im Fall von Unstimmigkeiten zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Version vorrangig ist.

Nachdem das Dokument der erschienenen Person, dessen Nachname, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannt sind, vorgelesen wurde, unterschrieb die erwähnte erschienene Person die vorliegende Urkunde zusammen mit dem Notar.

Gezeichnet: ZANCHI, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 26 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/19870. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): MOLLING.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 13 août 2015.

Référence de publication: 2015138661/813.

(150150668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

---

**Burger King (Luxembourg) 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 181.693.

Les comptes annuels de la société Burger King (Luxembourg) 3 S.à r.l. au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015139418/10.

(150151972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2015.

---



**Truss Lux Participation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 217.150,00.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 111.222.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'une décision de l'associé unique du 14 Août 2015 que:

- Monsieur Cameron MACDOUGALL a démissionné de son mandat de gérant catégorie B;
- Madame Bohee Yoon, ayant pour adresse professionnelle 1345 Avenue of the Americas, New York 10105, USA, est nommée gérante catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 14 Août 2015.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015140499/16.

(150152593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**Queensgate Investment Mayfair S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 186.526.

—  
*Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 10 août 2015*

Il résulte des décisions prises par le conseil de gérance en date du 10 août 2015 que:

le siège social de la Société a été transféré du 20, rue de la Poste, L- 2346 Luxembourg au 24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2015.

Langham Hall Luxembourg Sàrl

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2015140399/17.

(150152801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**Samerya S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 174.093.

—  
*Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 9 juillet 2015*

1. M. Jean-Christophe DAUPHIN a démissionné de son mandat de gérant de catégorie C.
2. Mme Séverine BARROIS, administrateur de sociétés, née le 28 avril 1977 à Metz (France), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérante de catégorie C, pour une durée indéterminée.

Veuillez prendre note que le siège social de l'associé unique, Al Rayyan tourism &amp; investment Company Europe S.A.R.L., se trouve désormais au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 17 août 2015.

Pour extrait et avis sincères et conformes

*Pour Samerya S.à r.l.**Un mandataire*

Référence de publication: 2015140433/19.

(150152425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.